

bioactualités

7/10

LE MAGAZINE DU MOUVEMENT BIO


SEPTEMBRE



Peut-on gagner sa vie en vendant du bio? Page 4

Le bio et les antibiotiques Page 8

Des truites vertes grâce aux piscicultures bio Page 10



UFA

UFA W-FOS
pour plus d'efficacité

ACTION

- Système d'affouragement favorisant santé et fécondité
- Améliorer le potentiel des fourrages de base et concentrés

Rabais exclusif
Fr. 5.-/100 kg Aliments UFA
vaches laitières
jusqu'au 25. September 2010

ufa.ch

In Ihrer **LANDI**

la BASE d'une activité florissante

Aux petites et moyennes entreprises, la BAS propose des crédits et des services bancaires attractifs. Pour faire verdier et fleurir votre entreprise.

→ Pour une véritable alternative : www.bas.ch



20
A N S
1990-2010

Olten
Lausanne
Zurich
Genève
Bellinzone

Banque Alternative Suisse SA
Rue du Petit-Chêne 38
Case postale 161
1001 Lausanne, T 021 319 91 00
www.bas.ch, contact@bas.ch



Ferramol®

Appât antilimaces biologique à base de phosphate de fer

© marque enregistrée par Neudorff - contient : Phosphate de fer

Andermatt Biocontrol AG
Stahlermatten 6 · 6146 Grossdietwil
Telefon 062 917 50 05 · www.biocontrol.ch



Exploitation commerciale certifiée biologique, spécialisée en importation directe

agrobio **schönholzer**
www.agrobio-schönholzer.ch

Bühlhof
CH-9217 Neukirch an der Thur
Tel: +41 (0)71 642 45 90 (lun-ven 8-12)
Fax: +41 (0)71 642 45 91
Mobile: +41 (0)79 562 45 00 (lun-ven 13-14)
Email: info@agrobio-schönholzer.ch

D'actualité:

Céréale plante entière BIO, déshydraté, en cubes:
En big-bags, fourrage grossier riche en amidon, énergie rapidement disponible, en remplacement de cube de maïs plante entière, d'ensilage de maïs et de pulpe de betteraves séchée

Pulpe de betteraves BIO, séchée, en cubes dans la limite des stocks disponibles, répartition selon réception des commandes!

Foin de luzerne & pellet de luzerne BIO (p.ex. power pellets >20% matière azotée): En balles ou big-bags, fourrage grossier, riche en protéines et fibres facilement digestibles, en β -carotène et en calcium

Lin Crunch BIO: Fourrage concentré pour la production laitière et pour les élevages

Foin BIO: Séché en grange et séché au sol

Produits de maïs BIO: Ensilage de maïs, cube de maïs plante entière, cube de maïs-grain

Paille BIO et conventionnelle: En petites bottes et en grandes balles, longue, coupée ou hachée

Commander collectivement = économiser!

Des salaires de misère dans le commerce bio

À la Coop ou à la Migros, une vendeuse ou un vendeur qui a suivi deux années de formation de base reçoit un salaire de premier emploi de 3800 francs. Les «meilleurs» magasins bio paient aussi bien – ou aussi mal.

Imaginons une jeune mère célibataire. Son salaire net est donc de 3300 francs; les allocations familiales suffisent pour payer deux jours de garderie. Son appartement coûte 1000 francs, l'assurance

maladie pour elle et son enfant 600, l'électricité et le chauffage 100, les taxes de téléphone et de radio – pas question de télévision – de nouveau 100, les transports publics encore une fois 100. Mais la Migros et la Coop paient bien un 13^{ème} salaire, non? Oui, mais il ne couvre

qu'une bonne moitié des impôts. Notre jeune mère, appelons-la Mélanie, doit donc économiser 200 francs par mois pour les impôts. Reste: 1200 francs.

Ces 1200 francs doivent permettre à Mélanie de payer ses besoins de base et ceux de sa fille pour la nourriture, les vêtements, la garderie, l'assurance ménage et RC, le dentiste, la franchise maladie et la quote-part en cas de consultation médicale. Mélanie est donc une «working poor»: malgré sa formation et une place à 100 %, elle peine à subvenir à ses besoins. Chaque paire de chaussures la met financièrement en danger, et le camp de vacances de son enfant l'empêche de dormir. Or la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), a fixé le minimum vital pour deux personnes à 1469 francs après déduction du loyer, des impôts, des soins médicaux de base, etc. comme dans notre exemple.

Et Mélanie a encore de la chance. Si elle travaillait chez un «bracailleur», son salaire pourrait se limiter à 3200 francs.

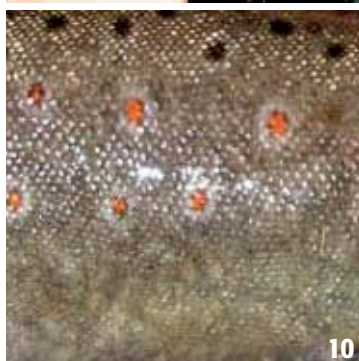
D'autres branches que la vente sont connues pour leurs bas salaires – p. ex. l'agriculture. Mettre en place et garantir le commerce équitable tout au long de la chaîne de mise en valeur comme Bio Suisse l'a ancré dans le chapitre 9 de son Cahier des charges sera donc un grand défi pour la population. Les produits bio seront-ils encore plus chers si les salaires augmentent? Le bio doit-il rester élitaire? Ou faut-il encore plus de pression sur les prix agricoles, de production de masse, de rationalisation, de spécialisation?

Markus Bär
Markus Bär

bioactualités



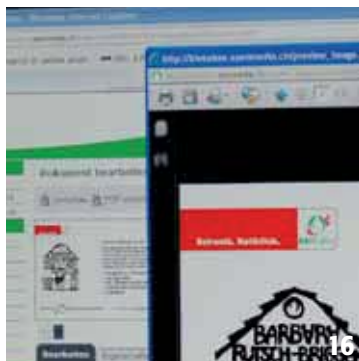
4



10



14



16



24

ICI ET MAINTENANT

4 Les bas salaires pratiqués par le commerce

Le personnel de vente est plutôt mal payé – même en bio. Une enquête du bio actualités.

POLITIQUE

7 Paiements directs:

La proposition de Pro Natura

Pro Natura dépose son propre projet pour le développement des paiements directs. Marcel Liner, le responsable de la politique agricole de Pro Natura, explique ses propositions dans une interview.

PRODUCTION

8 Les antibiotiques dans la production laitière

Quelle est l'attitude de la production laitière biologique suisse face aux antibiotiques? Et comment doit et peut-elle évoluer?

10 Du poisson bio suisse sur la table?

Les mers se vident de leur manne, et l'aquaculture conventionnelle est écologiquement problématique et peu respectueuse des animaux. Le bio est une alternative crédible – et le marché est à prendre.

MARCHÉ

12 Marché des fourrages bio: (R)Évolution

UFA veut gagner des parts de marché et s'en donne les moyens. Lehmann et Rytz résistent.

RUBRIQUES

14 Bio Suisse

20 Conseils

22 Agenda

23 Impresum

24 Brèves

26 Petites annonces

27 Le dernier mot

Photo de couverture: Le rayon boulangerie dans un supermarché bio de la chaîne allemande Alnatura.

Photo: Marc Doradzillo

Buzz sur les bas salaires dans le commerce bio

Les producteurs ne sont pas les seuls, les vendeurs de produits bio devront aussi en passer par là. Si les salaires payés par les grands distributeurs sont décents, la situation est très variable dans le commerce spécialisé: bio ne rime apparemment de loin pas toujours avec équité pour les employés.

L'automne passé, l'Union suisse des paysans (USP) et le syndicat suisse allemand Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Berufsverbände landwirtschaftlicher Angestellten (ABLA) se sont mis d'accord sur un salaire minimal de 3140 francs pour les employés extrafamiliaux. Pour une semaine de 5,5 jours de dix heures de travail, c.-à-d. pour 239 heures de travail par mois, cela correspond à un salaire horaire de 13,14 francs – pas vraiment de quoi paivoiser!

Mais comment cela se passe-t-il pour les employé-e-s dont le quotidien consiste à vendre des produits agricoles aux consommateurs? On sait déjà que les salaires pratiqués par le commerce de détail se situent au bas de l'échelle, mais qu'en est-il pour un secteur comme le nôtre, qui se présente volontiers non seulement comme plus écologique, mais aussi comme très social?

Dumping bio en Allemagne

Alnatura, la plus grande chaîne allemande de supermarchés bio, a défrayé la chronique il y a quelques mois: Cette entreprise qui comprend maintenant 55 filiales et qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 361 millions d'euros – 18 % de plus que l'année précédente – paye à ses employés les

plus mal rémunérés un misérable salaire de 7,50 euros de l'heure. Le tarif prévu par la convention collective est de 8,70 euros, soit 16 % de plus. Cependant, vu qu'Alnatura et les autres chaînes bio allemandes ne sont pas membres de la fédération des employeurs, ils n'ont pas besoin de respecter cette convention.

Le leader bio Alnatura, réveillé en sursaut par les révélations du «Berliner Tageszeitung», a solennellement promis une amélioration dans les 48 heures suivant la parution de cette enquête: «Le nouveau règlement salarial entrera en vigueur au début de la prochaine année comptable, donc le 1^{er} octobre 2010», a confirmé au bio actualités Stefanie Neumann, la porte-parole d'Alnatura.

L'entreprise Alnatura, dont le slogan est «sinnvoll für Mensch und Erde», c.-à-d. «bon pour l'homme et la terre» et qui vend des produits laitiers avec un «supplément de prix équitable» au bénéfice des paysans secoués par la conjoncture, fera donc même bientôt bonne figure par rapport au reste de la branche en Allemagne. Malgré les critiques de l'opinion publique, la majorité des autres commerces bio continue sa politique des salaires de famine et de dumping salarial. Basic pratique par exemple un salaire horaire minimal de 8 euros, «mais la grande majorité des employés gagne nettement plus», affirme sa porte-parole Swaantje Katz.

3800 francs pour les employés qualifiés

En Suisse, où Coop et Migros se partagent les trois quarts du marché bio, chacun de ces grands distributeurs a sa propre convention collective de travail (CCT). Les deux concurrents sont pratiquement à égalité sur le plan des salaires en payant 3700 francs de salaire de premier emploi aux employés en formation, 3800 à ceux qui ont fait la formation de base de deux ans et 4100 francs à ceux qui ont terminé la formation de base de quatre ans.

Même Aldi, qui compte aussi nombre de produits bio à son assortiment, s'en

tient à un seuil minimal de 3800 francs brut – même pour le personnel de vente non qualifié. Après deux ans, le salaire peut monter chez Aldi jusqu'à 4793 francs par mois.

Ces trois grands distributeurs accordent en outre un 13^{ème} salaire, auquel se rajoutent divers avantages. Coop par exemple accorde à ses employés 10 % de rabais sur le non-food (tous les produits non alimentaires), un rabais de 20 % sur les chèques Reka et paie 650 francs pour les abonnements généraux.

But: Une CCT généralement contraignante

Reto Mosimann, porte-parole du syndicat Unia, fait remarquer que, «à part certaines entreprises comme la Coop, où les salaires ont pu être augmentés significativement grâce à leurs CCT, il y a de nombreux détaillants qui ne paient que des salaires de misère.» Notre pays ne connaît pas de salaire minimum légal. L'objectif à long terme du syndicat est donc d'obtenir pour le commerce de détail une convention collective de travail cadre au niveau national qui reçoive la force contraignante générale comme il en existe dans d'autres branches. Indépendamment de cela, le syndicat Unia lancera cette année encore avec d'autres syndicats une initiative populaire qui exigera un salaire minimal de 4000 francs.

Une telle CCT généralement contraignante toucherait aussi les détaillants indépendants comme par exemple Müller Reformhaus AG. Son directeur Stefan Rot affirme que son niveau salarial est supérieur à la moyenne du commerce bio et assez correct quand on compare avec les drogueries, dont la palette salariale va de 3600 francs (salaire de premier emploi d'une employée, qu'elle soit qualifiée ou non) à 7500 francs (directrice professionnelle d'une droguerie Vital). Il n'y a par contre pas de 13^{ème} salaire, mais les employés de Müller Reformhaus bénéficient d'un rabais de 20 % sur leurs achats et profitent de prestations sociales supé-

Les chiffres clés du commerce bio

Pour la deuxième fois, Bio Plus AG a publié en juillet des chiffres clés sur le commerce biologique spécialisé en Suisse. Les données proviennent de 38 magasins bio qui totalisent un chiffre d'affaire de 60 millions de francs. Le chiffre d'affaires par employé est de 289 000 francs en moyenne avec une variation de 110 000 à 400 000 francs. La part des coûts de loyers varie aussi fortement (de 12,5 à 28,8 % pour une moyenne de 18,7 %). La marge nette varie de 21 à 38 % pour une moyenne de 29 %. Un bon tiers des magasins a bouclé 2009 avec une perte, mais ils ont réalisé un bénéfice moyen de 64 000 francs. Bio Plus/pld



NON, NOUS NE POUVONS PAS OUVRIRE AUSSI TARD QU'ALDI OU DENNER...



...NOTRE PERSONNEL DOIT POUVOIR QUAND MEME S'APPROVISIONNER A PRIX CASSES.

CLIN D'ŒIL

Beat Sigel

rieures à la moyenne (cinq semaines de vacances pour tous, pas de déduction de coordination pour la caisse de pension) et se voient en règle générale rembourser leurs dépenses pour la formation continue professionnelle. «Il est difficile de trouver de bons employés», affirme Stefan Rot. La raison en est semble-t-il moins les salaires relativement bas que l'obligation de travailler le samedi.

Rainer Bär d'Egli Bio ne fournit quant à lui pas de détails, mais ses salaires seraient supérieurs à la moyenne de la branche – il y a un 13^{ème} salaire et cinq semaines de vacances pour tous.

La vente reste une affaire de femmes

L'exemple du magasin bio Portanatura de Zofingue montre bien que les petits peuvent aussi se montrer généreux avec leurs employés. Sept femmes s'y partagent 480 pour cent de poste. Le temps plein y est rémunéré entre 3800 et 5000 francs, ce qui correspond à un salaire horaire de 22 à 27 francs. Un 13^{ème} salaire est accordé en fonction du résultat et de la marche des affaires, et s'y rajoutent encore 20 % de rabais sur tout l'assortiment, explique la propriétaire Priska Roth. «Il est en outre possible de suivre des formations

continues pendant le temps de travail, et c'est moi qui assume les frais des cours», dit cette directrice active depuis près de 20 ans dans le commerce bio. Elle ne fait pas un très gros bénéfice alors qu'elle travaille elle-même entre 60 et 80 heures par semaine, mais elle préfère investir dans des collaboratrices compétentes et satisfaites.

Priska Roth entend sans cesse parler de collègues qui pratiquent des salaires nettement plus bas. «Une vendeuse est récemment venue se présenter. Elle travaille pour 3200 francs brut dans un magasin bio – et cela dans une grande ville où la vie est chère.» Et Priska Roth de branler du chef à propos de ce genre de salaires, mais aussi à propos des plaintes de ses collègues au sujet des marges soi-disant trop faibles: «les marges me suffisent – même si je respecte les prix indicatifs.» À propos des marges: Bio Plus AG a publié en juin les chiffres-clés du commerce bio (cf. encadré page 4). Ces chiffres montrent entre autres que la marge nette fluctue entre 21 et 38 pour cent.

Une chose est claire pour Priska Roth: la vente en général et le commerce bio en particulier restent un job de femmes. Elle reçoit souvent des offres masculines, mais leurs prétentions de salaire vont plutôt chercher dans les 7000 francs, et ils sont

souvent surqualifiés. «Même si un employé de ce genre acceptait le niveau de salaire que je propose, il y aurait le risque qu'il reparte dès qu'une meilleure situation se présente.» Elle n'en fait le reproche à personne, car elle sait bien qu'élever une famille avec des enfants avec un seul salaire de 5000 francs relève de l'exploit.

Les magasins bio ne traitent de loin pas tous leurs employés de manière aussi professionnelle – et en plus avec des salaires décents – que Portanatura. Priska Roth: «Il faut savoir que, chez certains «bracaillons», on pratique des salaires très bas sous prétexte que, en contrepartie, on travaille dans un environnement agréable et qu'on a l'honneur de vendre de très bons produits.» Cette argumentation n'est cependant que partiellement correcte, car même les magasins bio indépendants peuvent réussir à se maintenir – dans le cas de Portanatura, c'est le cas entre autres parce que Priska Roth mise depuis quatre ans avec beaucoup de succès sur la vente en ligne.

«Des salaires irresponsablement bas»

À Berne, Vatterland n'a définitivement rien d'un «bracaillon». Cette entreprise respecte en effet le contrat-type de travail

(CTT) édicté par le canton de Berne pour le commerce de détail. Cela signifie pour le personnel qui a fait un apprentissage de trois ans âgé de plus de 25 ans un salaire de premier emploi de 13 fois 3915 francs, ce qui correspond à un salaire horaire de 23,85 francs. Le codirecteur Alexander Fiechter y rajoute encore bon nombre de prestations salariales accessoires: environ 20 % de rabais sur les achats, café-croissant gratuit à la pause du matin dans le restaurant du magasin, prime d'anniversaire et de Noël.

«Même à Berne il y a des magasins qui paient des salaires irresponsablement bas», explique Fiechter, qui vient de la restauration, où même le personnel non qua-

lifié qui ne sait pas l'allemand gagne souvent plus que les employés du commerce de détail. La raison de ces tarifs très bas, Fiechter la voit dans le faible taux d'organisation syndicale du personnel de vente. Le commerce bio ne peut cependant pas inverser la tendance à lui tout seul: «La lutte est devenue plus rude depuis que les grands distributeurs misent toujours plus sur le bio.»

Le travail autonome comme qualité de vie

Petit, fin et autogéré, tel est le crédo du «Bioladen Rägawurm» (ver de terre) de Coire. Cette coopérative créée il y a bientôt trente ans emploie cinq personnes qui

se partagent un peu moins de trois postes complets.

Avec un salaire brut unitaire de 25,60 y. c. supplément pour les vacances, ce petit magasin bio devrait se trouver dans la bonne moyenne. Le rabais d'achat de 10 % peut sembler un peu pingre, mais, si les affaires marchent bien, on répartit une gratification proportionnelle à la fin de l'année, explique Nina Gillardon, la seule collaboratrice à plein temps, ajoutant qu'on savoure ici, en plus la liberté d'un fonctionnement quasiment autogéré, une «énorme qualité» impossible à traduire en francs de salaire.

Pieter Poldervaart

■ POLITIQUE

Des animaux sains grâce à plus de responsabilité personnelle

Il est bon que la Confédération réfléchisse à sa future manière d'envisager les maladies animales, mais cette réflexion devrait aller plus loin qu'une simple discussion sur le pour et le contre des vaccinations – et en tout cas pas déboucher sur des diminutions des paiements directs en cas de refus de vacciner. Bio Suisse exige des améliorations.

Avec sa «Stratégie Santé animale en Suisse 2010+», l'Office vétérinaire fédéral (OVF) pond un projet potentiellement utilisable, et une motion du conseiller national Markus Zemp donne l'impulsion pour l'élaboration des bases légales. La Confédération veut pouvoir renforcer ses interventions préventives et se donner les bases légales dont elle a besoin pour cela.

L'OVF mise sur les vaccinations obligatoires

La proposition de l'OVF est malheureusement beaucoup trop axée sur les vaccinations obligatoires. Et l'idée de pouvoir aller jusqu'à diminuer les paiements directs en cas de refus de vacciner donne l'impression qu'il s'agit plutôt de faire passer une «Lex langue bleue». Nous exigeons des propositions qui améliorent réellement l'approche des épizooties. Le but doit être d'avoir des animaux sains dans un environnement sain en tenant compte non seulement des aspects médicaux mais aussi des questions de conditions d'élevage, d'alimentation et de sélection.

Bio Suisse exige une nouvelle rédaction

Bio Suisse demande donc à l'OVF de revoir sa copie en tenant compte des points suivants:

■ **Égalité de traitement:** Tous les éleveurs de Suisse doivent être traités de la même manière. La révision de la législation sur les épizooties doit prévoir une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les Cantons qui tiennent compte de l'augmentation de la mobilité, de l'ouverture économique et du changement climatique. Il faut aussi une meilleure harmonisation des pratiques exécutoires cantonales. Sans oublier de résoudre le problème de la croissance anarchique des 26 caisses cantonales des épizooties: tous les éleveurs doivent pouvoir s'assurer aux mêmes conditions.

■ **Prévention et responsabilité personnelle:** La classification actuelle des épizooties dans la loi sur les épizooties doit être utilisée pour établir une meilleure délimitation entre les mesures étatiques coercitives et la responsabilité indivi-

duelle et personnelle. Les mesures préventives obligatoires décidées par l'État doivent se limiter aux épizooties *hautement contagieuses* et à *éradiquer* tandis que, dans le cas des épizooties à *combattre* et à *observer*, l'État ne doit intervenir qu'avec des incitations, des explications etc., car le traitement des épizooties moins graves – comme p. ex. la maladie de la langue bleue – est du ressort de la responsabilité personnelle des éleveurs.

■ **Codécision:** Les éleveurs doivent être plus impliqués que maintenant lors de la classification des épizooties dans les quatre catégories susmentionnées ainsi que lors de l'élaboration des programmes de lutte. Pour les épizooties à combattre et à observer, il faudra privilégier des solutions qui autorisent d'emblée plusieurs types d'approche.

■ **Dédommagements:** Si les mesures obligatoires décidées par l'État provoquent des dommages, l'État doit verser une indemnisation appropriée.

Martin Bossard, Bio Suisse

«Une redistribution générale des paiements directs est nécessaire»

Pro Natura aimerait poursuivre l'extensification de l'agriculture et, surtout en région de montagne, protéger plus les surfaces et l'écologie que la production animale. Marcel Liner, responsable de la politique agricole de Pro Natura, explique pourquoi.

bio actualités: Pro Natura aimerait que, à l'avenir, la Confédération soutienne plus les prestations écologiques et moins la production animale. Pourquoi?

Marcel Liner: La population suisse, comme du reste Pro Natura, attend de l'agriculture qu'elle produise notre nourriture en respectant l'environnement et les animaux, or le système actuel des paiements directs empêche ces attentes d'être satisfaites dans la même mesure. Il s'agit en particulier d'améliorer les aspects écologiques de la production agricole. Or les importantes contributions pour la production animale provoquent en région de montagne une intensification qui fait diminuer la valeur botanique de nombreuses prairies et pâtures.

Dans votre propre projet pour le développement des paiements directs, vous proposez un système de paiements directs mieux ciblés. À quoi est-ce que cela ressemble?

Notre proposition part de l'actuel système de paiements directs, car il a grosso modo fait ses preuves, mais nous avons fortement modifié une partie des contributions actuelles. Par exemple, la contribution générale à la surface descend à 300 francs hectare en plaine pour encore 600 francs hectare en zone de montagne IV. Les contributions générales pour la production animale (contributions UGBFG et GACD) sont complètement supprimées tandis que celles pour le bien-être des animaux (SRPA et SST) sont presque doublées. Les contributions pour les prestations écologiques comme l'entretien des prés et des pâturages extensifs sont même en partie plus que doublées. Et les fermes biologiques reçoivent quant à elles des contributions beaucoup plus élevées.

Vous avez fait faire par le FiBL une étude sur les possibles répercussions d'une telle redistribution. Qu'est-ce qui changerait?

La principale conclusion que nous tirons de l'étude du FiBL est que, en cas de modification du système selon le modèle de Pro Natura, la Confédération pourrait faire

nettement plus et mieux pour la nature – mais aussi pour le revenu des paysans. Les déficits écologiques peuvent être mieux comblés avec moins d'argent, la biodiversité peut être mieux encouragée, et le revenu agricole augmenterait légèrement.

Comment cela?

Une agriculture qui pratique une production moins intensive réduit non seulement les atteintes écologiques mais aussi les coûts réels, ce qui a un effet positif sur le revenu. Il est vrai que la production de denrées alimentaires diminuerait un peu, mais cela ne menacerait pas notre sécurité d'approvisionnement.

Et comment les contributions pour la production animale supprimées en zone de montagne seraient-elles compensées?

Par des programmes spécifiques pour les régions de montagne et d'estivage comprenant une rémunération de toutes les prestations agricoles pour la protection et l'entretien des biotopes d'importance nationale, une contribution pour maintenir ouvertes les prairies et les pâturages riches en espèces en région de montagne et d'estivage, et une prime de pâturage pour les animaux consommant des fourrages grossiers liée à la surface et couplée à une limitation assez basse de la densité d'occupation, ce qui résoudrait aussi les problèmes écologiques liés aux effectifs animaux en zone de montagne.

L'étude montre aussi que la production animale diminuerait et que la surface des cultures de céréales augmenterait. Une bonne chose?

Oui, car la consommation de protéines animales est en moyenne deux fois plus élevée que ce qui serait raisonnable pour la santé. Une diminution serait donc bienvenue tant sur le plan écologique que sanitaire. La Suisse possède des conditions idéales pour l'élevage bovin à base de fourrages grossiers mais, actuellement, de mauvaises incitations politiques provoquent une continuelle augmentation de

la production de lait, de viande et d'œufs avec des concentrés d'origine étrangère qui posent d'épouvantables problèmes écologiques et sociaux dans les pays producteurs.

Est-ce que cela ne provoquerait pas une augmentation des importations de produits animaux et donc une simple délocalisation des problèmes?

Ce n'est certainement pas ce que nous voulons, mais tous les problèmes ne peuvent pas être résolus par les paiements directs.

La langue des prix est aujourd'hui totalement incompréhensible pour les consommateurs. Ils ne savent en général pas que si les poulets brésiliens sont si bon marché, c'est parce que les coûts de pollution des eaux ne sont pas répercutés sur la production et parce que les employés ne reçoivent que des salaires de misère. Une forte taxe incitative sur les protéines animales vendues dans les magasins pourrait y remédier.

La langue des prix est aujourd'hui totalement incompréhensible pour les consommateurs. Ils ne savent en général pas que si les poulets brésiliens sont si bon marché, c'est parce que les coûts de pollution des eaux ne sont pas répercutés sur la production et parce que les employés ne reçoivent que des salaires de misère. Une forte taxe incitative sur les protéines animales vendues dans les magasins pourrait y remédier.

«En cas de modification du système selon le modèle de Pro Natura, la Confédération pourrait faire nettement plus et mieux que maintenant pour la nature – mais aussi pour le revenu des paysans», affirme Marcel Liner de Pro Natura.

les coûts de pollution des eaux ne sont pas répercutés sur la production et parce que les employés ne reçoivent que des salaires de misère. Une forte taxe incitative sur les protéines animales vendues dans les magasins pourrait y remédier.

Quelles seraient les influences de votre système sur l'agriculture biologique?

Les fermes bio profiteraient plus que la moyenne de l'augmentation des contributions pour la biodiversité et le bien-être des animaux. Et bien entendu aussi de celle des primes bio, mais il y a en contrepartie la diminution des contributions pour le paysage cultivé et pour la production animale. Moyennant quelques adaptations les fermes bio devraient être gagnantes – surtout en plaine où subsiste encore un gros potentiel de reconversions.

Interview: Stephan Jaun



Photo: Pro Natura

Diminuer, interdire? Les antibiotiques en question

Les résidus d'antibiotiques représentent un risque pour l'environnement comme pour la santé humaine et animale. Quelle est l'attitude de la production laitière biologique suisse face aux antibiotiques? Bio Suisse a voulu le savoir et a fait faire une enquête dans les fermes Bourgeon.

On ignore encore largement comment les résidus d'antibiotiques relâchés dans l'environnement s'y comportent réellement. Nuisent-ils à la vie du sol? Rendent-ils malades les poissons, les abeilles, et finalement les mammifères et les humains? Une chose est claire: rien qu'en Suisse, des tonnes de matières actives antibiotiques les plus diverses provenant de la médecine humaine et vétérinaire finissent chaque année dans l'environnement. Et, pendant des décennies, la production animale a utilisé sans aucun scrupule des antibiotiques en prévention comme «stimulateurs de croissance».

Il est aussi tout à fait clair que de plus en plus de souches d'organismes pathogènes développent des résistances aux antibiotiques. Selon les tout derniers rapports de l'UE, 70 % des bactéries infectieuses que l'on trouve dans les hôpitaux sont résistantes à au moins un antibiotique – mais elles sont souvent multirésistantes, c.-à-d. que plusieurs types d'antibiotiques ont déjà perdu leur efficacité contre elles.

Analyse de la situation

En production laitière, les antibiotiques sont aujourd'hui utilisés surtout contre les mammites (inflammations des mamelles). Selon les chiffres de Swissmedic, 5,6 tonnes d'antibiotiques ont été vendues en 2008 pour une utilisation directe dans les mamelles des vaches. Il n'y avait par contre pas encore de données précises sur l'utilisation des antibiotiques dans les

fermes laitières biologiques suisses. Bio Suisse a donc chargé le FiBL de réaliser une analyse de la situation dans les fermes Bourgeon.

Le FiBL a travaillé avec un échantillon de 100 fermes laitières biologiques qui peut être considéré comme représentatif du point de vue de la grandeur des troupeaux, des performances laitières et de la répartition géographique. Les chefs d'exploitation ont été priés de fournir leurs journaux vétérinaires de l'année 2008 et de remplir un questionnaire. Retour: 51 fermes ont fourni leur journal vétérinaire et 58 ont rempli le questionnaire, ce qui a fourni un total de 885 traitements pour le dépouillement anonymisé.

Les résultats montrent clairement que les fermes Bourgeon utilisent moins d'antibiotiques. Premièrement le recours aux préparations pour la protection des mamelles est nettement moins fréquent: les fermes Bourgeon ne traitent que 6 % des vaches, contre 40 % pour les exploitations conventionnelles selon une enquête de l'ALP. L'utilisation prophylactique des antibiotiques est d'ailleurs interdite en bio – sauf pour les tubes de tarissement, mais le Cahier des charges de Bio Suisse ne les autorise qu'après une analyse bactériologique du lait.

Deuxièmement, les éleveurs bio utilisent aussi moins d'antibiotiques pour les traitements curatifs: comme on peut le voir dans le tableau, une vache bio reçoit en moyenne 0,27 traitement antibiotique de la mamelle par année, et même 0,22 pour les vaches en troisième année du projet Pro-Q, alors que la moyenne suisse est de 0,63 traitement par année.

Le projet Pro-Q a pu démontrer qu'un conseil ciblé, un bon suivi des troupeaux et une intensification des traitements homéopathiques permettent de diminuer significativement le recours aux antibiotiques pour les traitements des mamelles. Et la durée d'utilisation des vaches a en outre augmenté au cours du projet Pro-Q.

Que faire du lait contaminé?

Tout traitement antibiotique doit être suivi d'un délai d'attente pendant lequel le lait et la viande des animaux traités ne peuvent pas être commercialisés (entre trois et dix-huit jours selon les produits), et les délais d'attente sont doublés pour les fermes bio.

Cette enquête a aussi confirmé que le lait qui contient des antibiotiques peut poser des problèmes d'élimination. La pratique courante dans les fermes biologiques et conventionnelles consiste à le déverser dans la fosse à lisier ou à le donner aux porcs ou aux veaux. Les deux solutions sont problématiques: combiné dans le lisier avec les résidus d'antibiotiques contenus dans les déjections des bêtes traitées, il peut provoquer des problèmes de résistances dans l'environnement, et son affouragement favorise l'apparition de résistances aux antibiotiques dans l'intestin des jeunes bêtes qui en ont reçu.

L'enquête a montré que 42 % des fermes se débarrassent de ce lait invendable dans la fosse à lisier, que 24 % le donnent aux veaux ou aux porcs et que 8 % l'éliminent autrement (p. ex. directement à la station d'épuration des eaux). Dans 26 % des fermes, le lait produit pendant la première partie du délai d'attente (celle qui est imposée de manière générale à tous les producteurs) est éliminé dans le lisier, puis ce lait est affouragé pendant la deuxième moitié du délai d'attente, celle qui ne concerne que les fermes bio.

L'étude du FiBL a donné une nouvelle impulsion à la discussion sur les antibiotiques menée au sein des organes et des commissions techniques (CT) de Bio Suisse.

Matière à discussion pour le mouvement bio

L'agriculture biologique peut-elle renoncer totalement aux antibiotiques dans la production laitière? Tant Urs Brändli, le président de la CT Lait que Hans Braun, sélectionneur bio de Tachetée rouge et ancien président d'honneur de la CI Swiss

Consigner l'affouragement du lait contaminé dans le Journal

L'ordonnance sur les médicaments vétérinaires stipule que l'affouragement de lait contenant des antibiotiques doit être consigné dans le journal vétérinaire des bêtes qui en reçoivent. Cette obligation est apparemment très peu connue, car aucun des 51 journaux vétérinaires fournis ne mentionnait l'affouragement de lait contenant des antibiotiques. Sans compter que les délais d'attente valables pour les médicaments utilisés sont aussi valables pour les animaux qui ont reçu le lait en question!

Fleckvieh, nous ont affirmé que de nombreuses fermes bio prouvent depuis des années que cela est possible.

Hans Braun attend un gros avantage pour la commercialisation, tandis qu'Urs Brändli est plus sceptique: «Je ne crois pas que les ventes de lait bio augmenteraient fortement en cas d'interdiction générale des antibiotiques, mais nous pourrions enfin vanter clairement quelque chose que les consommateurs attendent à tort déjà aujourd'hui du lait bio.»

Il semble bien que l'interdiction totale des antibiotiques dans les fermes bio corresponde aux attentes de la clientèle bio, mais ce souhait est-il réalisable, ou faut-il plutôt viser une nouvelle – et éventuellement massive – réduction?

Res Bärtschi, le président de la CLA (Commission de labellisation agricole), plaide quant à lui pour une démarche progressive: on devrait «interdire petit à petit les pires «péchés» commis dans le domaine de l'utilisation des antibiotiques». Cela permettrait quand même une amélioration progressive, comme l'a déjà démontré la consigne de Bio Suisse de n'autoriser les tubes antibiotiques de tarissement qu'après une analyse bactériologique du lait. Cette directive spécifique du Cahier des charges du Bourgeon – l'Ordonnance bio ne connaît pas cette restriction – a bel et bien provoqué une diminution de l'utilisation des tubes de tarissement. Res Bärtschi: «On ne peut tout de même pas accepter la perspective de traiter des mamelles saines!»

Urs Brändli souligne qu'il ne s'agit pas de démoniser les antibiotiques, mais bien au contraire de «préservé l'efficacité de ces précieux médicaments pour les traitements vitaux». L'interdiction totale des antibiotiques n'entrerait d'ailleurs pas en ligne de compte du point de vue de la protection des animaux. Les restreindre aux cas vraiment graves ne sera cependant pas facile: «cela ne pourra pas se faire du jour au lendemain», dit Urs Brändli avant de poursuivre: «Il faudra premièrement que les éleveurs soient prêts à considérer et à observer leurs bêtes autrement que la plupart d'entre eux en ont l'habitude, et deu-

xièmement il faudra avoir des vétérinaires qui ne se contentent pas d'approuver les médecines alternatives mais acceptent de se former et/ou de se perfectionner dans ce domaine. En effet, aucun paysan ne tient longtemps s'il doit mener une guerre perpétuelle contre les prescriptions de médicaments conventionnels par son vétérinaire.»

Werner Ammann, qui traite lui-même depuis plus de dix ans ses vaches laitières et ses truies comme il dit «à plus de 99 pour cent» par l'homéopathie, et qui réussit bien dans ce domaine, exige «un accès aux médecines vétérinaires alternatives beaucoup plus large que ce n'est actuellement le cas». Il attribue d'ailleurs une bonne part de ses réussites avec ses bêtes au fait que «mon vétérinaire attiré est à la fois très compétent et homéopathe.»

En plus des éleveurs et des vétérinaires, la sélection peut contribuer fortement à la réduction des antibiotiques. Les experts sont unanimes à ce sujet, et Urs Brändli sait bien que «adapter la génétique aux exploitations et aux conditions fourragères permet d'avoir des bêtes moins fragiles». Cela impose souvent de corriger vers le bas le but d'élevage «rendement laitier». On ne vise alors plus des records ni «les gros titres des revues spécialisées sur papier glacé, mais c'est une des méthodes les plus efficaces pour diminuer les coûts de production et améliorer la rentabilité.» Hans Braun sait lui aussi très bien que la sélection peut faire beaucoup: «Tous les éleveurs bio incluent la VE Cellules dans leur but d'élevage», affirme-t-il.¹⁾

La CT Lait et la CT Viande recommandent d'interdire l'affouragement du lait contaminé par des antibiotiques, et Hans Braun trouve lui aussi que «ce lait n'a rien à faire dans l'alimentation des bêtes bio» – du moins tant que la question de

¹⁾Le projet de l'UE «LowInputBreeds», coordonné par le FiBL et l'Université de Newcastle (GB), étudie entre autres si des valeurs d'élevage génomiques pourraient nous rapprocher de cet objectif. Pour en savoir plus: www.lowinputbreeds.org ou Veronika Maurer, FiBL, tél. 062 865 72 57.

Médecines alternatives: Un projet pilote en Suisse orientale

Le Verein Ostschweizer Bioproduzenten (VOB) a présenté à Bio Suisse un projet dont le but est de faire avancer l'utilisation des médecines alternatives dans la production animale. Une offre généralisée en médecines vétérinaires alternatives doit être développée et assurée en Suisse orientale comme région pilote (cantons SG, TG, AR, AI, ZH). Le projet consistera principalement à réseauter les éleveurs intéressés et les vétérinaires spécialisés expérimentés.

C'est sous le titre de «Projets pour le renforcement des organisations membres» (selon la décision de l'Assemblée des délégués de Bio Suisse du 14 avril 2010) que la proposition du VOB a été approuvée et qu'elle a reçu un financement de 10 000 francs.

Le projet doit démarrer en automne 2011 avec 100 fermes biologiques avec production animale. Les exploitations conventionnelles sont aussi invitées à participer. Le VOB espère atteindre 300 participants dès la deuxième année du projet

La vision sur laquelle repose le projet prévoit que, d'ici 2025, toutes les fermes bio puissent se passer des antibiotiques «et des autres substances à notre avis problématiques».

Un groupe de projet placé sous la direction de Werner Ammann est en train d'élaborer un concept.

Pour tout renseignement: Werner Ammann, Auhalden 607, 9608 Ganterschwil, tél. 071 983 17 73, courriel werner.ammann@gmx.ch.

l'apparition des résistances n'est pas clarifiée à 100 %.

Werner Amman, de la CT Viande, trouve cependant que cette interdiction d'affouragement poserait des questions de mise en œuvre qu'il s'agira de clarifier:

- Comment le respect de l'interdiction sera-t-il contrôlé?
- L'interdiction concernera-t-elle seulement les traitements des mamelles ou tous les traitements antibiotiques?
- L'interdiction sera-t-elle valable pendant toute la durée du délai d'attente?
- À quels animaux sera-t-il interdit de donner ce lait: aux veaux d'engraissement, aux veaux d'élevage, aux porcs?

Il faudra donc encore de nombreuses discussions et un certain nombre d'efforts de la part des paysans et des vétérinaires jusqu'à ce que l'agriculture biologique puisse un jour se proclamer globalement «production avec le moins possible d'antibiotiques». Ou jusqu'à ce que les fermes qui réussissent à se passer totalement des antibiotiques puissent obtenir la certification «Production sans antibiotiques».

Kathrin Seidel, FiBL; Markus Bär

Traitements antibiotiques des mamelles							
Traitements	Enquête Bio Suisse 2010			Enquête pro-Q 2009 par bête	Enquête ALP 2003/2004		
	par année (2008)	en %	par bête		par année (∅ 2003/2004)	en %	par bête
Total des traitements des mamelles	312	52,6	0,27	0,22	956,5	75,6	0,63
Mammites	274	46,2	0,23		398	10,4	
Protection des mamelles	38	6,4	0,03		558,5	65,2	

! Votre opinion s'il vous plaît!

L'agriculture biologique doit ou peut-elle renoncer aux antibiotiques?

Écrivez-nous!

bio actualités, FiBL, Postfach, 5070 Frick, fax 062 865 72 73, courriel bioactualites@fibl.org

Piscicultures bio – une chance à saisir?

Il est vrai que peu d'entreprises agricoles bénéficient des conditions qui permettraient de développer une pisciculture biologique comme branche de production ou même de passer entièrement de l'agriculture à l'aquaculture, mais celles qui ont assez d'eau douce de bonne qualité et qui peuvent faire les investissements nécessaires et se sentent un penchant pour le poisson auraient tout intérêt à envisager une reconversion.

Des millions de tonnes de poisson sont pêchées chaque année dans les mers et les eaux douces du monde entier. Les méthodes de capture sont toujours plus raffinées et les zones de prise toujours plus profondes, mais malgré tous les efforts les quantités pêchées dans le monde stagnent tandis que le nombre d'espèces surexploitées augmente. Et la demande mondiale continue d'augmenter.

Il existe une alternative à la pêche: c'est l'aquaculture,



Plus robuste, la truite de rivière serait plus adéquate pour l'aquaculture biologique ...

Les conditions à réunir pour se lancer

- Il faut disposer d'un minimum de 10 litres d'eau par seconde. Le ruisseau qui doit la fournir doit donc avoir un débit minimal de 60 litres par seconde, et cela jour et nuit toute l'année. Certains cantons imposent des débits résiduels supérieurs. Lorsque l'altitude est trop élevée et que le ruisseau ne coule plus que goutte à goutte en hiver, l'emplacement ne convient pas.
- L'eau doit être de très bonne qualité. En amont de la pisciculture projetée, le bassin versant ne doit comporter aucune source potentielle de pollution (productions bovines ou porcines intensives, STEP, décharges, etc.).
- Il faut avoir assez de surface à disposition: en-dessous d'un demi-hectare pour les étangs, inutile de vouloir se lancer.
- Même si les services de conseil sont bons, il est absolument nécessaire de bien connaître soi-même le sujet, et le néophyte aura normalement besoin d'une personne expérimentée qui l'aidera au moins pendant la première année de production.
- Il faut avoir un concept marketing (business plan).
- Selon la grandeur de la pisciculture, il faut compter avec des investissements d'une à plusieurs centaines de milliers de francs.

Andreas Stamer, FiBL

c.-à-d. la production de poissons et de crustacés dans des étangs, des enclos ou des réservoirs artificiels. L'aquaculture progresse surtout dans les pays asiatiques. Selon les données de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, près de la moitié du poisson consommé dans le monde provient d'élevages, ce qui correspond à environ 52 millions de tonnes.

L'énorme production d'animaux aquatiques dans des enclos installés dans les mers, les lacs, les fleuves et les étangs est une bénédiction pour les populations naturelles et pour l'approvisionnement de la population mondiale en poisson, mais, de l'autre côté, l'aquaculture intensive industrielle peut être liée à des inconvénients énormes comme la pollution des eaux, la consommation de terres, d'eau et de ressources, ou encore des infractions à la protection des animaux.

... mais la truite arc-en-ciel est plus fréquente dans les piscicultures biologiques.

La pêche et l'aquaculture font depuis quelque temps partie du débat public, et la durabilité est devenue un maître-mot dans ce domaine aussi. Une branche active dans le monde entier lutte pour sa réputation, et la certification du poisson et des produits à base de poisson est pour ainsi dire devenue une obligation pour le commerce. Avec leurs certificats et logos, les organisations MSC (Marine Stewardship Council), WWF (World Wildlife Fund) et FoS (Friends of the Sea) pour les produits de la pêche, ainsi que Naturland (D), Soil Association (GB) et Bio Suisse pour l'aquaculture biologique, offrent au com-

Capacité de production théorique

- Règle approximative conventionnelle: La production d'une tonne de poisson par année nécessite un débit d'eau de trois litres par seconde.
- Règle approximative biologique: La capacité de production maximale d'une pisciculture biologique correspond au volume du bassin en mètres cubes multiplié par 20, car en Suisse la densité d'occupation maximale est de 20 kg par mètre cube. Une entreprise qui dispose de 0,1 hectare de surface aquatique (1000 mètres carrés multipliés par 1 mètre de profondeur égale 1000 mètres cubes) peut donc théoriquement produire un maximum de 20 tonnes de poisson si elle dispose d'au minimum 60 litres d'eau par seconde – si elle n'a que 30 litres seconde, la quantité produite devra se limiter à la moitié.

Andreas Stamer, FiBL



merce de bons chiffres d'affaires et aux consommateurs une bonne conscience.

Il y a maintenant en Europe une vingtaine de normes différentes pour l'aquaculture biologique, qui sont souvent très différentes du point de vue des exigences et de la qualité des produits, et la nouvelle ordonnance bio de l'UE pour l'aquaculture impose une norme minimale depuis le mois d'août de cette année.

Le bio comme provocation

Ceux qui croient que l'aquaculture est universellement reconnue comme chance et accueillie à bras ouverts ne manqueront pas d'être déçus.

L'industrie de l'aquaculture conventionnelle a en effet atteint – aussi en

Europe – des dimensions et des intensités de production qui sont de moins en moins maîtrisables

sans l'utilisation massive de produits chimiques et médicamenteux. Les techniques de sélection et de multiplication incluent pour de nombreuses espèces des manipulations hormonales ou d'importantes interventions zootechniques. Et les manipulations génétiques ne sont pas loin de prendre pied aussi dans la pisciculture. L'affouragement de ces poissons le plus souvent carnivores concurrence directement ou indirectement l'alimentation humaine et charge énormément l'écosystème océanique: ce sont chaque année quelque 20 millions de tonnes de petits poissons qui sont pêchés avant tout pour fabriquer des aliments pour poissons.

L'aquaculture biologique, qui répond à ces défis à coups de stratégies et de solutions écologiques, est à cause de cela rejetée – souvent passionnément – par le secteur conventionnel. La branche considère en effet l'aquaculture biologique comme un concurrent qui est peut-être un nain en terme de capacités de production mais qui reste capable de nuire à sa réputation en attirant l'attention sur ses pratiques.

L'aquaculture biologique, si elle est maintenant pratiquée dans le monde entier, se limite cependant à quelques espèces de poissons carnassiers (saumon, truite, omble, morue, dorade et bar) et à



L'omble est toujours plus populaire – aussi en bio.

quelques omnivores comme la crevette, le pangasius ou la carpe. Il y a deux grands types de techniques piscicoles: les étangs sur la terre ferme d'une part et les cages en treillis placées dans les mers, les lacs ou les fleuves d'autre part. En Europe, l'élevage et l'engraissement biologiques des poissons concerne surtout des salmonidés (ce genre dont le saumon fait partie comprend aussi les truites) et la morue. La carpe bio reste un produit de niche alors que son caractère omnivore la prédestinerait parfaitement à l'aquaculture biologique. La dorade et le bar complètent l'assortiment bio depuis quelques années dans l'espace méditerranéen.

Les diverses formes d'aquaculture

vont de l'élevage extensif des carpes dans des étangs sans alimentation complémentaire jusqu'aux méthodes semi-intensives en étangs ou en cages immergées, mais il y a aussi en Europe de l'ostréculture (huîtres) et de la mytiliculture (moules) biologiques.

Ce qui fait qu'un poisson est bio

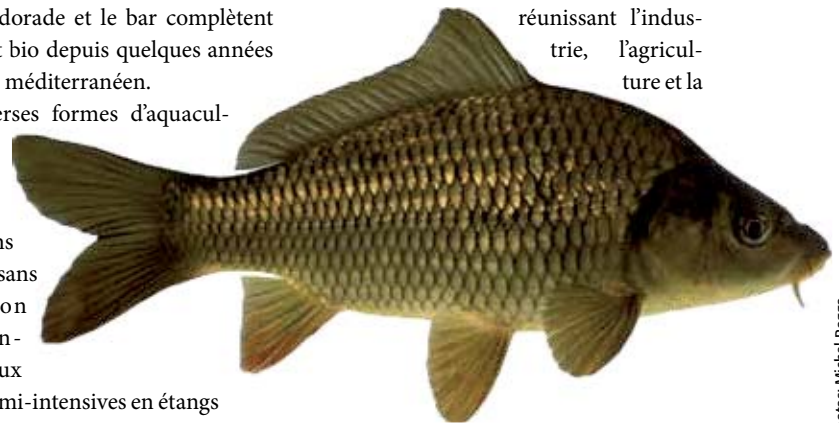
Un des soucis importants de l'aquaculture biologique étant la durabilité de l'alimentation, elle renonce le plus possible à la farine de poisson conventionnelle. Pour les espèces carnivores, qui ont besoin de protéines animales dans leurs aliments, on peut utiliser des déchets issus de la transformation du poisson, mais la disponibilité de cette matière première – tout autant que celle des farines de poisson provenant de piscicultures spécialisées dans cette production – est limitée par la raréfaction des ressources.

L'aquaculture biologique n'est pas la seule à chercher des alternatives animales à la farine de poisson: l'utilisation des protéines végétales bute sur des limites physiologico-nutritionnelles – les poissons carnivores ne doivent d'ailleurs pas être forcés au végétarisme! Il n'en reste pas moins qu'une partie des besoins alimentaires des poissons carnassiers peut être

couverte avec des matières végétales, et l'aquaculture biologique dispose maintenant d'aliments équilibrés dont la moitié des éléments nutritifs est d'origine végétale.

Mouche noire pour poisson vert

À la lumière de ces préoccupations, le FiBL a lancé un vaste projet de recherche dont le but est de produire des protéines fourragères à base de résidus organiques. La mouche soldat, (*Hermetia illucens*), est ainsi appelée à la rescousse, car on peut la produire en la nourrissant de résidus de l'industrie agroalimentaire et de l'agriculture. Plusieurs stades de développement de cette mouche peuvent servir d'aliment pour les poissons: la palette d'acides gras et aminés des prénymphe est idéale pour l'alimentation des poissons. Un projet réunissant l'industrie, l'agriculture et la



Photos: Michel Roggo

La carpe serait très bien adaptée à l'aquaculture bio, mais de nombreux consommateurs sont plutôt sceptiques et réservés.

recherche doit développer les caractéristiques du produit, les techniques de transformation et la production de masse jusqu'à la maturité industrielle.

Outre l'alimentation durable, l'aquaculture biologique a d'autres principes comme l'exclusion des manipulations génétiques, la limitation de la densité d'occupation et la protection aussi complète que possible de l'environnement contre toute forme de pollution. Les fermes aquatiques biologiques doivent donc aussi bien prendre des mesures contre les contaminations (p. ex. par l'azote ammoniacal ou nitrique comme produits de dégradation de la mise en valeur des aliments fourragers) que garantir des contrôles réguliers des eaux usées ou des sédiments.

Andreas Stamer, FiBL

Il y a de la place sur le marché du poisson bio

La Suisse compte actuellement sept piscicultures biologiques, dont six entreprises aquacoles à plein temps et une pour qui la pisciculture est une branche importantes parmi d'autres. Ces sept piscicultures produisent 300'000 kilos de poisson bio par année, dont la moitié est écoulée par la Coop, 30 % par d'autres commerces de détail, un bon 10 % par la restauration et le reste en vente directe. La demande est bonne, et actuellement elle dépasse nettement la demande. Le fait que les piscicultures suisses ne se développent plus ces dernières années n'est dû qu'au fait que leurs installations de production tournent à plein rendement. Les producteurs qui se lanceront ces prochaines années ont donc toutes les chances de pouvoir vendre leur poisson bio. Et s'ils ne sont pas trop nombreux à se lancer en même temps, les prix resteront attractifs...

Hans-Georg Kessler, Bio Suisse/mb

i Un cours sur ce thème

Le FiBL organise le 26 octobre un cours sur l'aquaculture biologique. Voir la rubrique Agenda à la page 22.

Redistribution des cartes sur le marché des fourrages bio

UFA, le plus gros fabricant d'aliments fourragers de Suisse, lorgne sur le marché bio et a investi des millions pour moderniser son moulin bio. Ses concurrents, qui s'attendent à un vent plus âpre pendant l'hiver prochain, investissent à leur tour et soulignent leurs liens avec le marché bio.

A Herzogenbuchsee BE, UFA inaugure ces jours son moulin fourrager bio entièrement rénové «Hofmatt». Cette filiale de la Fenaco a investi ces derniers mois deux millions de francs dans la rénovation de l'installation qui fabrique exclusivement des aliments fourragers bio. Cela doit s'avérer payant, affirme Samuel Geissbühler, membre de la direction d'UFA: «Les investissements ont diminué les besoins énergétiques de notre moulin fourrager bio de quelque 100'000 kilowatt-heures par année, et une nouvelle installation de mélassage nous permet une production plus rapide et plus flexible.» Les investissements rendent donc l'installation plus rentable, ce dont les paysans devraient être les premiers bénéficiaires grâce à des aliments fourragers plus avantageux.

L'appel des marchés bio en pleine croissance

UFA et sa maison mère, la Fenaco, sont depuis assez longtemps actives sur le mar-

ché bio, mais maintenant elles s'équipent pour la course: «Le marché bio demande actuellement surtout des œufs, des gorettes et des porcs. Les produits carnés et laitiers bio sont bien accueillis par le consommateur, et ils ont réalisé ces dernières années des taux de croissance impressionnants», constate Samuel Geissbühler. Et, logiquement, la croissance des marchés de consommation provoque une augmentation des besoins en intrants agricoles.

Cela signifie que le marché des aliments fourragers bio prend toujours plus d'importance par rapport à celui des denrées fourragères conventionnelles. «UFA veut donc utiliser sa compétence en production animale pour améliorer son positionnement sur ce marché», explique Samuel Geissbühler. Ce n'est donc pas pour rien qu'UFA et ses partenaires Eico (grossiste en œufs, Märstetten TG) et Anicom (commerce de bétail, Wil SG) invitent les producteurs bio et les chefs d'exploitations intéressés par la reconversion à des réunions sur le thème «Les chances

offertes par la production animale biologique».

Observée de près par ses concurrents

L'automne arrive à grands pas, et avec lui le moment de commander les aliments fourragers pour l'hiver. UFA en profitera certainement pour lancer une vaste action publicitaire et se profiler avec des prix attractifs. Son statut d'opérateur important fait qu'elle peut financièrement se permettre une importante offensive de pénétration du marché et qu'elle est en mesure de fabriquer des aliments avantageux et quand même de bonne qualité. Samuel Geissbühler le dit d'ailleurs sans ambages: «Nous voulons augmenter notre part du marché bio.»

Il est donc bien clair pour tout le monde que l'ambitieux fabricant d'aliments pour animaux de Herzogenbuchsee aimerait bien se propulser directement à la première place. Actuellement ce n'est en effet pas UFA qui domine le marché des



Photo: UFA

«Si la Suisse ne poursuit pas le développement de son marché bio, elle perdra de plus en plus de parts de marché à l'étranger», affirme Samuel Geissbühler, membre de la direction d'UFA.



Photo: Alb. Lehmann

«En collaboration avec les paysans et le commerce, nous avons adapté progressivement la production à l'augmentation de la demande sans que cela débouche sur des surplus», explique Albert Lehmann, le directeur du moulin fourrager bio du même nom.



Photo: zVg

Peter Rytz, le directeur du moulin Rytz, annonce: «Nous avons acheté le moulin de Flamatt pour le doter des installations les plus modernes et y fabriquer exclusivement des aliments fourragers bio à partir de l'automne 2011.»



Photo: UFA

Selon ses propres dires, UFA a investi quelque deux millions de francs dans son unité de production «Hofmatt» de Herzogenbuchsee, où elle produit exclusivement des aliments fourragers bio.

aliments fourragers bio, mais le moulin fourrager entièrement consacré aux produits bio «Alb. Lehmann Biofutter» de Gossau SG – du moins selon les estimations de plusieurs connaisseurs du marché, car il n'y a pas de chiffres officiels à ce sujet. Les moulins fourragers bio en place vont donc observer très attentivement ce que fait UFA.

Et cela bien entendu notamment parce que des entreprises comme Alb. Lehmann ou «Mühle Rytz AG» de Biberen BE ont par le passé participé activement au développement du marché bio et l'ont encouragé avec beaucoup d'engagement.

Les anciens investissent aussi

«En collaboration avec les paysans et le commerce, nous avons adapté progressivement la production à l'augmentation de la demande sans que cela débouche sur des surplus», a affirmé au bio actualités Albert Lehmann, directeur et propriétaire du moulin du même nom. Il espère que le marché bio saura continuer de se développer sans produire de surplus. Interpellé au sujet de sa capacité concurrentielle face à UFA, Lehmann pense que «Nous fabriquons tout aussi rationnellement et avantageusement que nos concurrents, seule la logistique nous coûte un peu plus cher parce que nous transportons exclusivement des aliments bio.»

Et Peter Rytz, directeur et propriétaire de l'entreprise familiale du même nom,

pense quant à lui que «Le marché bio étant en pleine croissance, l'engagement d'UFA n'est pas une surprise pour moi. La modernisation de l'usine Hofmatt était d'ailleurs nécessaire depuis longtemps.» Le moulin Rytz prévoit d'ailleurs lui aussi de gros investissements: «Nous travaillons déjà depuis longtemps à la limite de nos capacités», explique Peter Rytz avant de continuer: «Nous avons donc acheté le moulin de Flamatt pour le doter des installations les plus modernes et y fabriquer exclusivement des aliments fourragers bio à partir de l'automne 2011.» D'après Rytz, la capacité technique annuelle se situera entre 15'000 et 20'000 tonnes. «Je pense que l'intensification de l'engagement de la Migros dans le secteur bio provoquera une augmentation des besoins en aliments fourragers.»

Marché bio et intégration verticale

La discussion sur les parts du marché des aliments fourragers ne porte pas seulement sur la question de qui peut vendre combien d'aliments, non, car les moulins fourragers ont le plus souvent aussi des partenaires préférentiels situés en aval. Et les quantités et les prix sont fixés d'un commun accord.

Cette forme d'intégration verticale concerne avant tout les secteurs de la viande de volaille, des œufs, de la production de porcelets et des porcs d'engrais-

sement, et moins la production laitière. Cela signifie que si on discute des parts de marché et des prix des aliments pour les poules, on discute aussi des parts de marché des marchands d'œufs et des prix qu'ils pratiquent. Le marché bio n'est sur ce point pas différent du marché conventionnel. L'étroite collaboration en vigueur sur ce marché a même jusqu'ici apporté à la branche un certain nombre d'avantages: de nouvelles possibilités d'écoulement des produits ont été évaluées en commun, et en cas de besoin on a organisé la création de nouvelles unités de production. La production et le commerce en ont jusqu'ici profité vu que cela a permis d'éviter que des surplus fassent pression sur les prix, et la transformation a pu réaliser de bonnes marges.

Il est bien clair que, si la croissance du marché suscite de nouvelles vocations, il est possible de voir certains opérateurs tenter de se profiler par des prix plus bas. Cela va probablement faire pression sur les marges de toute la branche et donc anéantir une partie de la valeur ajoutée, mais le gain d'efficacité devrait en fin de compte améliorer la capacité concurrentielle de la branche par rapport à l'étranger. Écoutons à ce sujet Samuel Geissbühler: «Si la Suisse ne poursuit pas le développement de son marché bio, elle perdra de plus en plus de parts de marché à l'étranger.»

Stephan Jaun

Bonnes nouvelles pour la viande Bourgeon

Les producteurs de viande Bourgeon bénéficient depuis quelques semaines d'un nouveau créneau puisque Manor vend maintenant de la viande Bourgeon, complétant ainsi son assortiment de produits bio. Ses trente supermarchés ont de la viande Bourgeon de porc, de bœuf et de poulet, et il est prévu d'élargir l'assortiment avec du veau et de l'agneau. Les fournisseurs sont la boucherie Mark de Lunden GR et, pour la volaille, la ferme Wendelinhof de Niederwil AG. Bio Suisse soutient le lancement de ces produits par différentes activités qui se poursuivront jusqu'à fin octobre: dégustations avec les producteurs, informations à la caisse, concours attractif.

Valérie Monnin et Hans-Georg Kessler,
Bio Suisse



Photo: Valérie Monnin

Nouveau: Manor vend de la viande bio.

Nouveau marché et point de rencontre à St-Gall

La ronde des marchés bio s'élargit grâce à une initiative de Delinat: ce renommé marchand de vin et propriétaire de vignes organise un nouveau marché bio dans et devant le dépôt de vin au 44 de la Davidstrasse à St-Gall. On peut y découvrir et y acheter des vins bio ainsi que des spécialités biologiques locales et des produits du commerce équitable, le tout dans une fort agréable ambiance de marché.

Le premier marché s'est déroulé le 28 août, et le prochain aura eu lieu le samedi 11 septembre de 10 à 16 heures. Pour en savoir plus: www.delinat.com/events.

Les producteurs et transformateurs de la région intéressés peuvent s'annoncer pour un stand de marché auprès de Delinat, Thomas Schmucki, tél. 071 277 63 00, courriel thomas.schmucki@delinat.com.

VM

Suppléments plus importants pour le Natura Beef Bio et le Bœuf de Pâturage Bio

Nous avons heureusement de bonnes nouvelles pour les producteurs de Natura Beef Bio et de Bœuf de Pâturage Bio. Coop va en effet honorer la plus-value de la production biologique de Natura Beef avec 60 francs par bête au lieu de 40. Cette prime bio a pu être augmentée parce que la proportion de viande de Natura Beef Bio vendue avec le Bourgeon a pu être légèrement accrue. Si on ne tient compte que des coûts de production, ce supplément devrait être encore plus important selon les calculs du FiBL.

Coop argumente en revanche que le pic saisonnier du nombre de bêtes et les difficultés qui en découlent pour la commercialisation dans la ligne «Coop Naturaplan» provoquent une augmentation des coûts du côté de la transformation et du commerce.

Rapportée aux plus de 7000 Natura Beefs Bio que la Coop va vendre cette année, cette augmentation de la prime bio représente une considérable augmentation de valeur ajoutée pour le secteur des élevages de vaches allaitantes.

La Migros a elle aussi décidé d'honorer la viande de bœuf bio en donnant un meilleur prix, c.-à-d. en augmentant de 10 centimes le supplément pour le Bœuf

de Pâturage Bio, ce qui le porte à 2 francs par rapport au prix AQ. Il est intéressant de voir que le supplément pour le bœuf

de pâturage conventionnel est resté à 1,60 franc. Il faut croire que le bio est vraiment recherché.

HGK



Photo: Bio Suisse

Les contributions des producteurs dynamisent le marché du lait bio

Depuis 2006, Bio Suisse s'engage davantage pour la promotion des ventes des produits laitiers biologiques. C'est grâce au fameux «centime laitier» – qui se monte actuellement à moins d'un demi-centime par kilo de lait – que ces nombreuses promotions peuvent être faites dans le commerce de détail. De nombreux producteurs de lait Bourgeon le paient chaque année pour promouvoir leurs produits sur le marché.

L'impulsion pour la collecte de ces contributions marketing était venue en 2006 de la Table ronde du lait bio (TRLB), qui voulait intervenir contre les surplus de lait bio en restant à l'écoute du marché et en amenant de nouveaux consommateurs aux produits laitiers bio. La TRLB comprend deux représentants chacun de l'Aargauer Biomilchring, de l'Organisation producteurs-utilisateur (OPU) Biedermann/Züger, du Biomilchpool, de l'IG Bio MIBA, de Prokanaet des Zentralschweizer Milchproduzenten (ZMP).

La TRLB avait décidé en 2006 une contribution de 1 centime par kilo de lait produit, et les producteurs s'en étaient acquittés.

Ceux qui paient en profitent

Cette initiative venue des producteurs fonctionne sur une base volontaire, ce qui signifie que tous n'y participent pas. Chaque automne, lors de la séance de la TRLB, chaque organisation de producteurs (OP) décide si elle veut soutenir ces activités ou non. Pour les promotions, on choisit les produits des producteurs qui soutiennent financièrement ces mesures. L'utilisation des fonds est réglée par écrit par la TRLB.

Une plus large participation des producteurs à ces mesures de marketing signifierait qu'un plus grand nombre de produits pourraient bénéficier des promotions et que la contribution pourrait baisser à environ 0,2 centimes par kilo de lait. Pour les producteurs de lait ou les transformateurs qui sont intéressés à voir leurs produits participer à des dégustations, le mieux est de prendre contact avec leur OP ou leur interprofession.

Promotion des ventes et image de marque

Bio Suisse participe chaque année à de nombreuses dégustations nationales et, surtout en automne et au printemps, c.-à-d.



Photo: Jacqueline Martin

Producteurs et productrices à l'œuvre, ici présentant des produits bio pour les faire déguster aux consommateurs.

quand le marché n'arrive pas à absorber tout le lait bio, à des promotions financées par la TRLB.

Les dégustations influencent directement les ventes: pendant trois à quatre semaines, l'augmentation des ventes des produits dégustés atteignent jusqu'à 400 pour cent. Des concours, des activités sur internet et des baisses de prix sont aussi soutenues. En plus de la promotion directe des produits bio, les dégustations offrent aussi l'occasion de soigner l'image de marque du Bourgeon et d'approfondir

la collaboration entre Bio Suisse et ses partenaires commerciaux.

L'engagement des paysans Bourgeon est apprécié

L'efficacité des mesures promotionnelles est dû pour une bonne part à l'engagement personnel des paysans et des paysannes Bourgeon qui participent activement aux dégustations et qui, tout en s'occupant des promotions, entrent en contact direct avec les clients et leur expliquent leur travail et les avantages de la qualité Bourgeon.

Bio Suisse cherche donc toujours des producteurs pour participer à ces activités. Ce travail est rémunéré à la journée. Si vous avez le contact facile et si vous avez envie de promouvoir les produits Bourgeon dans les magasins et de transmettre votre connaissance de l'agriculture biologique, contactez

■ Magdalena Blonkiewicz, Product manger Lait et Œufs, Bio Suisse, tél. 061 385 96 28, courriel magdalena.blonkiewicz@bio-suisse.ch.

Magdalena Blonkiewicz, Bio Suisse

Le marché du lait bio a progressé

Le chiffre d'affaires des produits laitiers bio a de nouveau augmenté en 2009 dans le commerce de détail, p. ex. de 5,2 % pour le fromage. La mise en valeur du lait bio évolue favorablement depuis 2005, atteignant maintenant près de 5 % de la quantité totale du lait transformé en Suisse. mab

Réaliser ses propres supports publicitaires avec Web2Print

Barbara Rutsch-Briggen utilise ce nouvel outil nommé Web2Print pour faire des étiquettes pour ses produits fermiers. Voilà six mois que Bio Suisse offre à ses membres un système simple qui utilise Internet pour créer et faire imprimer des étiquettes ou des supports publicitaires comme des cartes postales ou des bâches.

Notre paysanne Bourgeon regarde l'écran d'un air content: Barbara Rutsch-Briggen vient de réaliser une nouvelle étiquette pour son sirop maison. «Web2Print est un programme intuitif et simple à utiliser», dit-elle en assurant qu'elle ne peut que recommander à tous les producteurs Bourgeon d'utiliser eux aussi cet outil en ligne sur Internet qui permet de réaliser des supports publicitaires personnalisés.

Cela réjouit aussi Flavia Müller, cheffe de projet de communication marketing à Bio Suisse, qui doit veiller à ce que ce système soit constamment adapté, amélioré



Photos: Cornelia Greub

Web2Print permet une grande liberté dans la réalisation des supports publicitaires, ici l'étiquette d'une bouteille de sirop.

et élargi. Déjà nombreux, Les utilisateurs se disent très satisfaits.

Pour Barbara Rutsch-Briggen, ce sont surtout les arguments pratiques qui plaident en faveur de l'utilisation de Web2Print: sur les cinq hectares de sa ferme bio de Zeglingen BL, elle a des poules, des porcs laineux et des moutons. Tout est utilisé sur place ou vendu, et il ne reste pas beaucoup de temps pour fignoler des étiquettes ou de la publicité. Ça doit aller vite. Exactement ce que promet et permet Web2Print.

Dès leur arrivée dans la fenêtre principale (cf. encadré), les utilisateurs ont plusieurs possibilités à disposition: par exemple, un choix d'images permet d'uti-

PUBLICITÉ

Suisse. Naturellement.



Découvrez comment notre champion de la nature survit à une vague de chaleur, est découpé en morceaux et développe toute sa saveur dans l'obscurité.

Sur www.bio-suisse.ch/champions



Bourgeon Bio. Le goût du vrai. BIOSUISSE

SPILLMANN / FELSER / LEO BURNETT

liser les photos d'animaux ou de plantes qu'on désire. Une fois personnalisés, les modèles peuvent être enregistrés (sous «Mes documents → Brouillons») pour être repris plus tard.

«Une fois qu'on a essayé le système, on peut l'utiliser sans problème sans mode d'emploi», explique Flavia Müller. Un certain nombre de réglages techniques doivent cependant être faits correctement: «Si on utilise par exemple ses propres photos, il faut utiliser une bonne résolution», c.-à-d. au minimum 150 dpi mais plutôt 300 dpi (densité de points d'une image: dpi = dots per inch = points par pouce). Il faut aussi que le programme auxiliaire Java soit installé pour qu'on puisse modifier les textes des champs modifiables. Si on ne l'a pas déjà, ce programme est disponible gratuitement sur <http://java.com/fr>.

Avantages et inconvénients

Très facile à utiliser avec la souris, Web2Print fonctionne sur tous les ordi-

Brève description du programme Web2Print

■ La première fois

Ouvrir une session sur <http://biosuisse.openmedia.ch> – Nom d'identification: votre numéro de producteur Bio Suisse, mot de passe: bsw2p. Il est recommandé de changer tout de suite son mot de passe. Les différents menus permettent de choisir les fonctions désirées.

■ Réaliser des supports publicitaires

Sélectionner un modèle, afficher un document, éditer un document (p. ex. une carte postale au format A6). Introduire une image et du texte.

■ Commande

Ce module vous permet de commander le support publicitaire et de l'envoyer pour vérification. Il faut remplir tous les champs du formulaire! Le PDF est envoyé pour vérification à Bio Suisse, qui le valide dans les deux jours ouvrables. Si vous désirez imprimer le document vous-même, vous pouvez l'ouvrir en cliquant sur «Prévisualisation PDF» puis l'enregistrer sur votre ordinateur. Cette procédure vous fournit un fichier dont la qualité est optimisée pour l'impression.

■ Donner un mandat d'impression

Se référer au manuel. Astuce: Plus le tirage est grand, plus le prix à l'unité est bas.

■ Manuel

Le manuel peut être téléchargé comme PDF en français, en italien et en allemand puis imprimé si on le désire. Pour en savoir plus: tél. 061 385 96 10, courriel web2print@bio-suisse.ch.

Cornelia Greub



Bio Suisse aide volontiers ses membres à utiliser Web2Print: Flavia Müller (à gauche) et Barbara Rutsch-Briggen.

nateurs disposant d'un accès à Internet et d'un navigateur usuel – pas besoin d'un programme de graphisme. Il économise aussi le temps et le coût d'un recours à un graphiste, et il fournit des supports publicitaires personnalisables réalisés sur du papier FSC de haute qualité.

Son désavantage actuel est qu'il n'est pas encore possible de munir les étiquettes d'un logo personnel. «Pour les cartes postales c'est déjà le cas, et nous en étudions la faisabilité pour les étiquettes», explique Flavia Müller. Les utilisateurs de Web2Print doivent eux-mêmes veiller à l'aspect visuel et à la clarté de leur réalisations. Flavia Müller: «Nous contrôlons les

supports publicitaires avant leur impression sur le plan des fautes de frappe et de l'aptitude à l'impression, mais chacun est responsable de savoir si le texte pourrait être mieux centré ou justifié ou si la quantité de texte en diminue la lisibilité.»

Les coûts à charge des utilisateurs sont bien entendu l'impression et le cas échéant l'envoi, mais une contribution financière de Bio Suisse permet de les diminuer. Il est bien entendu aussi possible d'imprimer soi-même ses supports publicitaires, soit avec sa propre imprimante (p. ex. les étiquettes) ou en enregistrant le PDF terminé pour le fournir à l'imprimerie de son choix.

Cornelia Greub



Photo: Barbara Rutsch-Briggen

Une bâche créée par Barbara Rutsch-Briggen et placée dans le parcours en plein air des poules reproductrices.

**Élection pour remplacer un membre du Comité
et élection du ou de la Président-e de Bio Suisse**



Bio Suisse cherche un-e Président-e et/ou un membre du Comité

Tâches du Comité

En tant qu'organe directeur le plus élevé, le Comité de Bio Suisse guide le destin de la Fédération et du Bourgeon. Il élit et dirige les nombreuses commissions qui lui sont subordonnées et pilote le Secrétariat selon le principe de la gestion par objectifs. Le Comité remplit sa tâche en s'appuyant sur le Concept directeur de Bio Suisse et édicte la Politique de la Fédération ainsi que des concepts stratégiques. Il définit les conditions d'octroi des licences et gère l'importante marque bio du Bourgeon. Le Comité rend compte de sa gestion à l'Assemblée des délégués (AD). Le travail dans cet organe exige principalement de savoir travailler en équipe et d'avoir une vue d'ensemble.

Composition du Comité

Les membres du Comité sont élus par l'AD pour un mandat de quatre ans (le mandat actuel dure jusqu'au printemps 2012). La Présidente de Bio Suisse, Regina Fuhrer, a donné sa démission pour le printemps 2011. Elle a été élue au Comité en 1994 et participe donc depuis 16 ans au façonnement de la Fédération et cela fait 10 ans qu'elle la dirige. En avril 2011, l'AD du printemps élira un nouveau membre au Comité pour la remplacer pour le restant du mandat. L'AD choisira ensuite entre les sept membres élus au Comité le nouveau ou la nouvelle Président-e (cf. détails à l'art. 24 des statuts sous bio-suisse.ch, rubrique Service > Fédération).

Travail

Il y a neuf séances ordinaires d'une journée entière par année, plus des séances et des conférences téléphoniques supplémentaires en fonction des besoins et du dicastère. Le Comité participe chaque année aux deux AD et aux trois Conférences des Présidents. Une certaine flexibilité est souhaitable, l'absence ne peut pas se limiter à un jour précis de la semaine. Le travail d'un membre du Comité s'élève à au moins 20 jours par an-

née. La charge de Président-e est estimée à environ 100 jours de travail par année.

Rémunération

Le travail au sein du Comité est rémunéré selon le règlement de rémunération de Bio Suisse.

Pourquoi participer au Comité?

Le travail au sein de ce collège constitue un défi intéressant. En tant que membre du Comité vous participez de manière déterminante à la conception de l'avenir de Bio Suisse et de la marque du Bourgeon, vous soignez les contacts avec la base et les principaux partenaires et vous portez la responsabilité d'un dicastère. Une période d'introduction au travail est assurée.

Exigences

Vous êtes prêt-e à vous engager pour l'agriculture biologique et vous disposez de bonnes connaissances de la scène bio, de l'agriculture bio et du marché bio. Vous avez de l'expérience dans le travail associatif ou vous avez déjà assumé une responsabilité dans des organes honorifiques. Vous avez la capacité de suivre des discussions en allemand et en français. Les membres du Comité reçoivent la grande partie des documents en langue allemande. Vous disposez d'une adresse électronique. Les personnes qui sont sous contrat de travail, qui ont des relations d'affaires régulières avec Bio Suisse ou qui ont plus de 70 ans ne sont pas éligibles (art. 24 des statuts).

Renseignements

Regina Fuhrer, la Présidente de Bio Suisse (tél. 033 356 36 64) et Christian Voegeli, Coordinateur de la Fédération (061 385 96 23) répondront volontiers à vos questions. Vous pouvez aussi vous renseigner auprès de votre organisation membre. Si une candidature vous intéresse, veuillez vous annoncer jusqu'au 15 octobre 2010 auprès de votre organisation membre.



Association suisse des organisations d'agriculture biologique
Vereinigung Schweizer Biolandbau-Organisationen
Associazione svizzera delle organizzazioni per l'agricoltura biologica
Associazziun svizra da las organisaziuns d'agricultura biologica

Bio Suisse
Margarethenstrasse 87 • CH-4053 Bâle
Tél. 061 385 96 10 • Fax 061 385 96 11
www.bio-suisse.ch • bio@bio-suisse.ch

Martin Riggenbach est le premier candidat

Lors de leur assemblée du printemps 2011, les délégués des organisations membres de Bio Suisse devront régler la succession de Regina Fuhrer à la présidence de notre Fédération. Les organisations membres (OM) peuvent proposer des candidats et des candidates issus de leurs propres rangs. Le Comité propose quant à lui Martin Riggenbach.

Suite à la démission de Regina Fuhrer pour l'Assemblée des délégués du printemps 2011, Bio Suisse cherche un nouveau membre pour le Comité et une nouvelle personne pour la présidence. Conformément aux statuts, les délégués éliront d'abord un nouveau membre au Comité, puis ils choisiront au sein du Comité ainsi complété la personne qui succédera à Regina Fuhrer.

Les OM de Bio Suisse ont donc maintenant jusqu'à l'Assemblée des délégués d'avril 2011 pour désigner leurs candidat-e-s au Comité et à la présidence. Les

candidat-e-s intéressé-e-s sont appelé-e-s à s'annoncer à leur OM. Les OM peuvent bien sûr aussi motiver des producteurs et productrices Bourgeon qualifié-e-s issu-e-s de leurs rangs à poser leur candidature.

Le Comité de Bio Suisse a décidé pour sa part de désigner un candidat à la présidence, et il propose pour ce poste l'actuel Vice-Président Martin Riggenbach, qui siège au Comité de Bio Suisse depuis huit ans. «Ses qua-



lités professionnelles et humaines maintes fois prouvées lors du travail du Comité poussent ce dernier à le désigner comme candidat», peut-on lire dans une communication interne de Bio Suisse.

Les organisations membres seront informées en détail sur l'état des candidatures lors de la Conférence des Présidents du 20 octobre à Olten. [## Les prix des céréales panifiables bio ne changent pas](http://sja</p></div><div data-bbox=)

Les prix agricoles de référence des céréales panifiables Bourgeon restent au même niveau que l'année passée. La Table ronde des prix de Bio Suisse donne avec cette continuité des prix un signal positif pour l'agriculture biologique.

Le 8 septembre 2010, lors de la deuxième réunion de la Table ronde des prix des céréales panifiables de Bio Suisse, les représentants des producteurs et des transformateurs ont fixé les prix de référence pour les céréales Bourgeon récoltées en 2010: ils ne changent pas par rapport à l'année passée.

Le 27 mai 2010, une première Table ronde des prix des céréales de Bio Suisse avait publié les prix de référence des céréales fourragères Bourgeon et annoncé sous réserve ceux des céréales panifiables

Bourgeon. Une baisse des droits de douane sur les farines importées annoncée au tout dernier moment par la Confédération avait cependant remis en cause les accords pour les céréales panifiables.

Les producteurs de céréales, les meuniers et les importateurs ont donc de nouveau analysé la situation du marché en Suisse et à l'étranger, et, en tenant spécialement compte de la forte proportion de céréales ger-mées récoltées en 2010, les participants se sont mis d'accord sur les prix de référence suivants: Stephan Jaun



Photo: oekolandbau.de

Malgré la baisse des droits de douane sur les farines, les prix des céréales panifiables bio ne changent pas.

Prix des céréales panifiables Bourgeon Bio Suisse 2010:		
Culture	Prix agricoles de référence 2010 CHF/100 kg	Prix agricoles de référence 2009 CHF/100 kg
Blé	104	104
Seigle	93	93
Épeautre A	114	114



Pâturage obligatoire pour les bovins d'engraissement Bourgeon? Qu'en pensez-vous?

Il est bien connu que les règles pour les sorties en plein air des bovins Bourgeon sont celles de la SRPA. Cela signifie que les bêtes doivent pouvoir aller au pâturage et y consommer une partie importante de leurs besoins journaliers en fourrages grossiers au moins 26 jours par mois du 1^{er} mai au 31 octobre. Concrètement, les jours où les bêtes pâturent, le pâturage doit fournir au moins 25 % de la consommation de fourrages de base, cette proportion étant mesurée par rapport à la matière sèche.

Selon les directives SRPA, le pâturage n'est pas obligatoire pour le gros bétail à l'engraissement s'il peut accéder librement toute l'année à un parcours. Une étude réalisée auprès des marchands de bétail et des engraisseurs a cependant montré que l'engraissement bovin sans pâturage n'était plus que rarement pratiqué. On peut donc se demander si les bovins d'engraissement Bourgeon ne devraient pas aussi avoir le droit général d'aller au

pâturage. Le gros bétail à l'engraissement aurait donc la garantie de pouvoir pâturer, et les producteurs Bourgeon auraient un argument de plus pour la commercialisation de leur bétail de boucherie: «Tous les bovins Bourgeon vont au pâturage». Contrairement au bétail laitier, les gros bovins à l'engraissement devraient peut-être pouvoir remplacer le pâturage par le parcours pendant les quatre premiers et les deux derniers mois. C'est en effet nécessaire dans certains cas pour pouvoir réagir si les veaux tombent malades et pour pouvoir atteindre un meilleur état d'engraissement avant l'abattage.

À cause de la grande diversité des fermes Bourgeon, il est difficile d'estimer jusqu'à quel point une obligation générale du pâturage pour les bovins d'engraissement Bourgeon serait bien ou mal acceptée. C'est bien sûr en fin de compte l'Assemblée des délégués qui devrait décider une telle modification du Cahier des charges, mais connaître votre opinion

à ce sujet est très important pour nous! Prière de l'envoyer par écrit à: christoph.fankhauser@bio-suisse.ch.

Christoph Fankhauser, Bio Suisse

Tous les agneaux et cabris au pâturage

L'article 3.3.1 du Cahier des charges de Bio Suisse stipule que «pendant la période de végétation, les ovins doivent pâturer tous les jours». Le pâturage obligatoire des cabris est réglé par l'art. 3.4.1: «Un accès quotidien au pâturage doit être prévu pour les caprins pendant la période de végétation.» L'Ordonnance bio stipule elle aussi que le pâturage est obligatoire pour les agneaux et les cabris: on peut y lire en substance que les prescriptions SRPA sont aussi valables pour les ovins et les caprins âgés de moins d'une année. Autrement dit, les agneaux et les cabris bio doivent aller au pâturage de mai à octobre. cf

Modifications pour les emballages et les étiquettes

Encore du changement: Depuis peu, l'organisme de certification doit être déclaré sur les emballages et les étiquettes d'une autre manière que jusqu'à présent. C'est l'art. 21c de l'Ordonnance bio qui l'exige pour être en conformité avec l'UE. Les étiquettes et emballages déjà imprimés peuvent être utilisés jusqu'à épuisement des stocks.

» Texte de l'art. 21c: «Le numéro de code de l'organisme de certification dont dépend l'entreprise qui a mené la dernière opération de production ou de préparation doit être indiqué. Il doit satisfaire aux exigences suivantes:

- commencer par l'abréviation du pays fixée dans la norme internationale ISO 3166 pour les codets à deux lettres des pays;
- comprendre une dénomination se référant à la production biologique;
- comprendre un numéro de référence attribué par le Service d'accréditation suisse ou, pour les produits certifiés

par des services étrangers, par l'autorité compétente concernée.

Concrètement, la déclaration de l'organisme de certification doit selon l'Office fédéral de l'agriculture se faire pour les organismes de certification reconnus par Bio Suisse de la manière suivante pour être correcte:

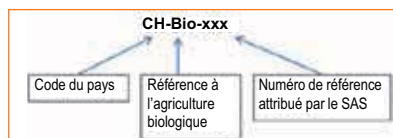


Diagramme: OFAG

- bio.inspecta AG: CH-Bio-006
- IMO: CH-Bio-004
- ProCert: CH-Bio-038
- Bio Test Agro AG (BTA): CH-Bio-086

L'expression «Certification bio» peut comme actuellement être ajoutée avant cette déclaration, mais cela n'est pas obligatoire. En allemand, le mot Öko peut remplacer le mot Bio sur les produits pour l'exportation.

Jürg Hauri, Bio Suisse

Pulpes de betteraves sucrières suisses – Il y a des alternatives!

Vu qu'il n'y a pas eu de fabrication de sucre biologique suisse en 2010 il n'y aura pas non plus de pulpes de betteraves bio, mais il y a sur le marché des pellets de pulpe de betterave sucrière de qualité Bourgeon. Il n'y aura pas d'autorisations exceptionnelles pour des pulpes de betterave sucrière non bio.

Il n'y a pas eu de cultures de betterave sucrière biologique en Suisse cette année parce qu'il y avait beaucoup de sucre en stock et qu'il fallait l'utiliser. Cela signifie qu'il n'y aura pas de pulpes de betteraves sucrières suisses de qualité Bourgeon cette année. Bio Suisse et les organismes de certification ne peuvent cependant pas octroyer des autorisations exceptionnelles pour des pulpes de betterave sucrière non bio puisque c'est l'Ordonnance bio – donc la Confédération – qui stipule que l'affouragement des ruminants doit être 100 % bio. Bio Suisse ne peut donc pas assouplir cette règle. Ce n'est qu'en cas de pertes de fourrages avérées provoquées en particulier par des conditions météorologiques exceptionnelles que les éleveurs directement concernés peuvent, après en avoir reçu préalablement l'accord écrit de leur organisme de certification, utiliser pendant un certain temps une plus grande proportion de fourrages grossiers non bio.



Photo: Grifme

Vu qu'il n'y a en Suisse pas de récolte de betterave sucrière Bourgeon cette année, il n'y a pas non plus de pulpes de betterave sucrière Bourgeon suisse.

Le marchand d'aliments fourragers Christian Schönholzer (www.agrobio-schoenholzer.ch, tél. 071 642 45 90) propose une alternative concrète aux pulpes de betterave sucrière puisqu'il a cette année des pellets de pulpe de betterave sucrière Bourgeon à l'assortiment. Peut-être que d'autres marchands en vendent aussi ou proposent d'autres alternatives. La liste des marchands d'aliments four-

ragers certifiés par Bio Suisse se trouve sur www.bioactualites.ch → Adresses → Production animale → Moulins fourragers. Vérifier si la colonne «Fourrages grossiers» mentionne «oui» ou «non».

La culture biologique de la betterave sucrière devrait reprendre l'année prochaine, donc il y aura probablement de nouveau des pulpes de betterave sucrière suisse de qualité Bourgeon en 2011.

Beatrice Scheurer-Moser, Bio Suisse

Prière d'annoncer les produits de remplacement

Les moulins fourragers et les marchands d'aliments fourragers qui ont des pellets de pulpes de betterave sucrière ou d'autres fourrages grossiers de remplacement sont priés de s'annoncer à Beatrice Scheurer-Moser, Bio Suisse, tél. 061 385 96 18, courriel beatrice.scheurer-moser@bio-suisse.ch: la liste des produits et des adresses pour les commander sera publiée dans le prochain bio actualités ainsi que sur www.bioactualites.ch.



Photo: Thomas Alfeldi

5 septembre 2010, 10.30–12.30
Renseignements et Inscriptions
 Domaine La Capitaine, Famille
 Reynald Parmelin, tél. 022 366 08
 46, courriel info@lacapitaine.ch,
 www.lacapitaine.ch.

FOIRES ET MARCHÉS

11^{ème} Salon des goûts et terroirs
Le Salon suisse des Goûts &

Terroirs: une 11^{ème} édition de saveurs authentique!

Dates
 Du 28 oct. au 1^{er} nov.
Lieu
 1630 Bulle,
 Espace Gruyère

Organisation
 Salon suisse des goûts et terroirs,
 Bulle
 www.gouts-et-terroirs.ch

Foire aux sonnailles
Avec la participation
des producteurs bio de la région

Dates
 Du 15 au 17 octobre
Lieu
 1323 Romainmôtier
Programme
 Tout le programme sur
 www.romainmotier.ch
Renseignements
 Christian Bovigny,
 tél. 021 905 95 50,
 courriel c.bovigny@prometerre.ch

OLMA
Wann
 Donnerstag 7. bis Sonntag
 17. Oktober
Wo
 St. Gallen
Was
 Schweizer Messe für Landwirtschaft
 und Ernährung. Ehrengäste sind die
 Kantone Basel-Landschaft, Basel-
 Stadt und Jura.
Weitere Informationen
 www.olma-messen.ch

PRODUCTION ANIMALE

Ökologische Aquakultur
Wann
 Dienstag, 26. Oktober
Wo
 FiBL, 5070 Frick
Was
 Biologische Fischzucht: Fragen der
 Haltung, der Ernährung und der
 Tiergesundheit – Informationen
 aus Forschung und Praxis. Aktuelle
 Gesetzeslage, nationale und inter-
 nationale Marktsituation.
Kursleitung
 Andreas Stamer, FiBL
Auskunft, Anmeldung
 FiBL-Kurssekretariat, Postfach,
 5070 Frick, Tel. 062 865 72 74,



Fax 062 865 72 73,
 E-Mail kurse@fibl.org,
 www.anmeldeservice.fibl.org

TRANSFORMATION ET COMMERCE

Herstellung nitritfreier
oder -armer Biowurstwaren
Wann
 1. Teil: Freitag, 15. Oktober, 9.00–
 17.00; 2. Teil: Freitag, 12. November,
 9.00–17.00
Wo
 Ausbildungszentrum für die
 Schweizer Fleischwirtschaft,
 Schachenstrasse 43, 3700 Spiez
Was
 Ein Verbot von Pökelfstoffen für Bio-
 wurstwaren wird immer wieder dis-
 kutiert; Experten erwarten ein Teil-
 verbot innerhalb der EU. Der Kurs
 zeigt die Vor- und Nachteile einer
 nitrat-/nitritfreien Produktion auf.
 Im Zentrum steht die praktische
 Umsetzung, es werden Brühwürste
 und Dauerwurstwaren hergestellt
 und degustiert, Rezepturen überar-
 beitet und neue Sicherheitsrisiken
 erfasst.
Veranstalter
 Bio Suisse und FiBL
Kosten
 Fr. 200.–; für Knospe-Lizenz-
 nehmerinnen Fr. 100.–
Auskunft, Anmeldung
 FiBL-Kurssekretariat, Postfach,
 5070 Frick, Tel. 062 865 72 74,
 Fax 062 865 72 73,
 E-Mail kurse@fibl.org,
 www.anmeldeservice.fibl.org

Macht Handel satt?
Wann
 Freitag/Samstag, 22./23. Oktober
 Fr. 15.30–21.00, Sa. 8.15–13.15
Wo
 Fachhochschule Nordwestschweiz
 FHNW, Klosterzelgstrasse 2,
 5210 Windisch (5 Gehminuten vom
 Bahnhof Brugg)
Was
 Tagung aus Anlass des Welternäh-
 rungstages und der ökumenischen
 Kampagne «Stoppt den unfairen
 Handel». Einige sehen im Agrarfrei-

RECHERCHE

Visite du FiBL pour
les agriculteurs romands
Date et horaire
 Jeudi 18 novembre, 09.30 – 16.00
Lieu
 FiBL, Ackerstrasse, 5070 Frick
Contenu
 Que fait le FiBL pour les produc-
 teurs bio ? Vue d'ensemble sur
 les activités et présentation de
 quelques projets concrets (pro-
 duction végétale et animale).
 Dégustation des vins du FiBL. Vous
 pourrez donner votre avis et faire
 des propositions de thèmes de
 recherche.
Animation
 Maurice Clerc, FiBL
Coûts
 Selon tarif FiBL
Responsable
 Maurice Clerc, FiBL
Renseignements et Inscriptions
 Secrétariat des cours du FiBL,
 Postfach, 5070 Frick, tél. 062 865
 72 74, fax 062 865 72 73,
 courriel cours@fibl.org,
 www.inscription.fibl.org

VIGNE ET VIN

Kelterkurs Biowein
Wann
 Donnerstag, 7. Oktober; Freitag, 8.
 Oktober; Donnerstag, 28. Oktober;
 Donnerstag, 18. November; Don-



Photo: zVg

Domaine La Capitaine
Journées portes ouvertes
Dates
 Samedis 6 novembre et 27 no-
 vembre 10.00–17.00
 Dimanche 7 novembre 10.00–
 16.00
Lieu
 Au Domaine
Contenu
 Tous les vins du Domaine La
 Capitaine seront en dégustation
 pendant ces journées et un petit
 encas vous sera servi de 11h30 à
 15h00 (sur réservation SVP).
Autres événements
 Dégustation au Château de Coppet
 dans le cadre du dimanche du po-
 tager (dans les serres du château):

nerstag, 13. Januar; Donnerstag,
 24. Februar; Donnerstag, 17. März;
 Donnerstag, 21. April
Wo
 FiBL, 5070 Frick
Was
 Weinlese und Kelterung von weis-
 sem und blauem Traubengut; alko-
 hologische Gärung und Gärführung;
 Jungweinpflge (biologischer
 Säureabbau, Umzüge); Filtration,
 Schönungen; Fehler und Krank-
 heiten (Ursachen und Bekäm-
 pfung); Spezialweibereitung
 inklusive Weine aus pilzwider-
 standsfähigen Sorten; Abfüllung.
 Theorie und Praxis für interessierte
 Hobby-Kellermeister.
Referentinnen und Referenten
 Peter Rey, Fachstelle Landwirtschaft,
 Liebegg, 5722 Gränichen;
 Andi Tuchschild, Keltermeister,
 Weingut FiBL
Kursleitung
 Andi Häseli, FiBL
Kosten
 Fr. 700.– inklusive je sechs Flaschen
 roten und weissen Kurswein
Auskunft, Anmeldung
 FiBL-Kurssekretariat, Postfach,
 5070 Frick, Tel. 062 865 72 74,
 Fax 062 865 72 73,
 E-Mail kurse@fibl.org,
 www.anmeldeservice.fibl.org

Semer l'Avenir!

Fêtes des semailles: Des paysannes et des paysans, des consommateurs et des enfants sèment ensemble du blé, du seigle ou de l'épeautre pour montrer qu'ils veulent que l'agriculture reste exempte d'OGM. La liste des événements est continuellement remise à jour sur www.avenirsem.ch.

2 octobre, 13.30

Kaisten AG

Berghof, Anita et Stefan Jegge, Berghof 287, 5082 Kaisten, tél. 062 874 00 26, courriel jegge.brogel@bluewin.ch
10.00–16.00: Journée portes ouvertes, visite de la production de raisin de table, dégustation, guinguette. 13.30: Semer l'Avenir!

10 octobre, 11.00

Diegten BL

Biohof Häfelfinger, Hans Häfelfinger, Hauptstrasse 71, 4457 Diegten, tél. 061 971 50 33, courriel hans.haefelfinger@tele2.ch.
Semer l'Avenir! sur le champ près du parking du stand de tir.
Invitée: La conseillère Maya Graf

16 octobre, 14.00

Vandoeuvres GE

Ferme des Verpillères, Thomas et Antoine Descombes, Ch. des Princes 161, 1253 Vandoeuvres, tél. 078 842 83 50, courriel producteurs@lesaresetvous.ch, www.lesaresetvous.ch

16 octobre, 14.00

S. Antonino TI

La Colombera, Mario et Angela Tognetti, via al Ticino 6, 6592 S. Antonino, tél. 091 858 21 70, courriel lacolombera@bluewin.ch

16 octobre, 14.00

Bünzen AG

Rüthof, Gertrud et Roman Abt, 5624 Bünzen, tél. 056 666 13 21,

courriel r.abt.ruethhof@bluewin.ch

16 octobre, 14.00

Rubigen BE

Oberholz, Martin et Alexandra Bigler
Maier, Oberholz 70, 3113 Rubigen, tél. 031 721 63 50, courriel alexandra.l.maier@gmx.de

16 octobre, 14.00

Birmenstorf AG

Clemens et Franziska Meyer-Brühlmann, Strählgasse 23, 5413 Birmenstorf, tél. 056 225 09 89, courriel naturlichmeyer@bluewin.ch

16 octobre, 15.00

Romainmôtier VD

Foire de Romainmôtier, Cédric Chezeaux, 1323 Romainmôtier, tél. 024 453 10 67, courriel cedric@juriens.ch

17 octobre, 10.30

La Croix-de-Rozon GE

Landecy, Reto Cadotsch, Route de Fémé, 1257 La Croix-de-Rozon, tél. 022 771 19 49

17 octobre, 15.00

Romainmôtier VD

Foire de Romainmôtier, Cédric Chezeaux, 1323 Romainmôtier, tél. 024 453 10 67, courriel cedric@juriens.ch

17 octobre, 11.30

Hemishofen SH

Bolderhof, Heinz et Doris Morgeneegg, Bolderhof 1, 8261 Hemishofen, tél. 052 742 40 48, courriel info@bolderhof.ch, www.bolderhof.ch

23 octobre, 14.30

Wettingen AG

Herterenhof, Gabriel Sieber, 5430 Wettingen, tél. 056 427 04 00, courriel herteren@gmx.ch

23 octobre, 14.00

Vielbringen, Rüfenacht BE

Brunnmatt, Andreas et Barbara Steinemann, Moosweg 35, Vielbringen, 3075 Rüfenacht, tél. 031 839 77 39, courriel steinemann.a@bluewin.ch

24 octobre, 12.00

Madiswil BE

Quellenhof, Simone et Vincent Delley, Mättenbach, 4934 Madiswil, tél. 062 965 08 20, courriel videlley@bluewin.ch

30 octobre, 13.00

Aathal-Seegräben ZH

Hof Wagenburg, Daniela et Andreas Ott, 8607 Aathal-Seegräben, tél. 044 932 26 37, courriel a.ott@hofwagenburg.ch, www.hof-wagenburg.ch, Invitée: Florianne Koechlin

31 octobre, 15.00

Feldbach ZH

Sélection céréalière Peter Kunz, Hof Breiten 5, 8634 Hombrechtikon, tél. 055 264 17 89, courriel getreidezuechtung@peter-kunz.ch, <http://gz.peter-kunz.ch>
manifestation de clôture.
Semer l'Avenir! sur les champ de multiplication

handel den einzigen Weg zur weltweiten Ernährungssicherheit. Andere setzen auf regionale Selbstbestimmung und Ernährungssouveränität.

Veranstalter

Fachhochschule Nordwestschweiz (FHNW), Schweizerischer Bauernverband (SBV) und Fachstelle Religion Technik Wirtschaft (RTW)

Referentinnen, Referenten

Prof. Mathias Binswanger, Ökonom, FHNW Olten; Dr. Rudolf Buntzel, Berater Welternährung, Evangelischer Entwicklungsdienst EED; Elisabeth Bürgi Bonanomi, Rechtsanwältin, Experte Völkerrecht, Universität Bern; Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, Botschafterin, Chefunterhändler Schweiz in den WTO-Verhandlungen, u.a.

Kosten

Fr. 30.– pro Tag inkl. Pausenverpflegung; Studierende Fr. 10.–

Auskunft, Anmeldung

www.fhnw.ch, E-Mail welternahrung@fhnw.ch, Tel. 056 222 15 17, Thomas Gröbly

Umgang mit Pestizid- und GVO-Rückständen

Wann

Freitag, 29. Oktober

Wo

FiBL, 5070 Frick

Was

Kenntnisse der Kontaminationsrisiken, Optimierung der internen Abläufe und Instrumente für das Einschätzen von Rückstandsfällen. Für QS-Verantwortliche und weitere interessierte Personen.

Auskunft, Anmeldung

FiBL-Kurssekretariat, Postfach, 5070 Frick, Tel. 062 865 72 74, Fax 062 865 72 73, E-Mail kurse@fibl.org, www.anmeldeservice.fibl.org,

Photo: Hansueli Dierauer



IMPRESSUM

bioactualités



19^{ème} année

Parution 10 fois par an (vers le 15 du mois, sauf en janvier et en août)

Tirage 598 exemplaires français, 7058 exemplaires allemands (certifié WEMF)
Abonnements annuels résiliables pour fin décembre

Distribution Aux exploitations agricoles et aux entreprises sous licence BIO SUISSE

abonnements Fr. 49.–, étranger Fr. 56.–

Éditeurs FiBL Institut de recherche de l'agriculture biologique, Ackerstrasse, Postfach, 5070 Frick, Tél. +41 (0)62 865 72 72,

Fax +41 (0)62 865 72 73, www.fibl.org

BIO SUISSE (Association Suisse des organisations d'agriculture biologique)

Margarethenstrasse 87, 4053 Bâle, Tél. +41 (0)61 385 96 10,

Fax +41 (0)61 385 96 11, www.bio-suisse.ch

Rédaction Stephan Jaun (Rédacteur en chef), Petra Schwinghammer, Sabine Lubow (Bio Suisse); Markus Bär, Thomas Alföldi (FiBL); bioactualites@fibl.org

Traduction Manuel Perret, 1412 Ursins

Maquette Daniel Gorba

Impression Brogler Druck AG, Postfach, 5073 Gipf-Oberfrick

Publicité Erika Bayer, FiBL, Postfach, 5070 Frick, Tél. +41 (0)62 865 72 00,

Fax +41 (0)62 865 72 73, courriel erika.bayer@fibl.org

Alpages à moutons: Pâtûre tournante contre forêt envahissante

La forêt s'étend continuellement depuis 1850 – surtout dans les Alpes. L'agriculture perd donc des surfaces. Les alpages et les mayens sont très importants pour la biodiversité et l'agriculture car ils abritent de nombreuses espèces végétales et animales qui ont besoin de lumière. La station de recherche Agroscope Changins-Wädenswil (ACW) cherche à développer un nouveau système de pâtûre répondant à la fois aux impératifs de production et d'entretien. Une des questions importantes est celle des pâturages à moutons. Aujourd'hui, les moutons pâtûrent le plus souvent librement. Or les moutons préfèrent la jeune herbe et ont tendance à surpâtûrer les zones les plus hautes, là où la végétation est la plus sensible, tandis que les zones plus basses, que la forêt tend à envahir, sont souvent souspâtûrées.



Photo: Agroscope ACW

ACW a étudié si la pâtûre tournante, grâce aux clôtures, peut être une alternative efficace à l'habituelle pâtûre libre. Les résultats montrent que le pâtûrage tournant – s'il est bien géré – permet de conserver et même d'améliorer la diversité de la flore. Malgré des contributions d'estivage plus élevées, la pâtûre tournante est peu utilisée dans les alpages à moutons. Les résultats de cette étude montrent qu'il serait souhaitable que ce système gagne en importance.

- Pour en savoir plus: Marco Meisser, Station de recherches Agroscope Changins-Wädenswil ACW, tél. 022 363 47 42, courriel marco.meisser@acw.admin.ch. ACW/psh

Visitez le jardin des mauvaises herbes

Pour ses vingt ans, le jardin de Wädenswil de la station de recherches Agroscope Changins- Wädenswil (ACW) a été réaménagé pour accueillir 200 espèces de mauvaises herbes. En plus des mauvaises herbes importantes pour l'agriculture, ce



Photo: Agroscope ACW

jardin abrite aussi des plantes médicinales, diverses plantes écologiquement précieuses et des espèces étrangères. Le jardin est d'entrée libre et ouvert toute l'année. Les groupes peuvent réserver des visites guidées.

- Pour en savoir plus: Station de recherches Agroscope Changins-Wädenswil (ACW), Schloss, 8820 Wädenswil, tél. 044 783 61 11, www.agroscope.ch. ACW

PUBLICITÉ

ANGRO PLUS+ QM

Combinaison des substances biologique activées

- ✓ la feuille est plus tonifier et plus juteux
- ✓ les fleures sont plus repu a la couleur
- ✓ les fruit sont plus riche
- ✓ la augmentation de la qualité et quantité est mesurable
- ✓ plus matière sèche même longue en stock

Pour la nature, de la nature, avec la nature

ANGRO GmbH Tel: 081 330 00 70
CH-7205 Zizers eMail: office@angro-qm.com

www.angro-qm.com



Mühle Rytz AG

Agrarhandel und Bioprodukte

Votre partenaire bio

Action Putzstart, 15.09.10 – 15.11.10

Rabais action CHF 5.-/100 kg (min. 540 kg)

Putzstart est spécialement formulé pour maîtriser les risques autour du vêlage.

Votre potentiel d'économie grâce à Putzstart:
 Un retour en chaleur évité: gain = CHF 300.–
 Un cas d'acétonémie en moins: gain = CHF 400.–

L'investissement dans Putzstart:
 100 kg par vache à la place d'un aliment starter habituel ne représente qu'un investissement de CHF 30.–.

Vos avantages avec Putzstart
 Diminution de la perte de poids en début de lactation.
 Maîtrise des risques d'acétonémie et d'infertilité.
 Bon démarrage de la lactation.

Nous vous conseillons volontiers:
 Mühle Rytz AG, 3206 Biberen, Tél. 031 754 50 00
 www.muehlerytz.ch, mail@muehlerytz.ch
 et votre conseiller régional  **PROVIMI KLIBA**

Pots en verre avec couvercle Bouteilles avec fermeture à étrier

Pour toutes sortes d'aliments:
 Marmelades, fruits, légumes, ...
 Bocaux de formes et de grandeurs différentes
 de 0,4 dl jusqu'à 1 litre.
 Bouteilles avec fermeture à étrier 2,5 dl jusqu'à 1 litre.
 Echantillons gratuits avec liste des prix sur demande

Crivelli Emballages • CH-6830 Chiasso
 ☎ 091 647 30 84 • Fax 091 647 20 84
 crivelliimballaggi@hotmail.com

Pesticides: Endosulfan, «ça suffit!»

Les paysans bio de Capanema, dans le sud du Brésil, disent «Chega!». C'est le mot portugais pour «Ça suffit!». Capanema compte environ 20'000 habitants, dont la moitié vivent de l'agriculture. Un assez grand groupe de paysans produit depuis vingt ans du soja bio, mais maintenant les traces de l'insecticide Endosulfan trouvées dans les récoltes menacent leur existence – sans qu'ils aient utilisé eux-mêmes ce produit. Ce poison contamine le soja bio en venant des champs conventionnels par le vent ou la pluie, et les récoltes bio ne peuvent plus être commercialisées comme telles.

Les grands de l'agrochimie forcent les ventes d'Endosulfan partout où ce produit est encore autorisé: dans les régions les plus pauvres du monde.

Plusieurs centaines de paysans du sud du Brésil se battent maintenant pour leur droit à produire des denrées exemptes de pesticides. Ils ont lancé une pétition pour exiger l'interdiction immédiate de l'Endosulfan, du Paraquat et du Methamidophos, trois produits extrêmement toxiques. L'organisation suisse de commerce équitable gebana (www.gebana.com) soutient ces paysans dans cette démarche.

- Pour en savoir plus sur les paysans bio de Capanema et sur la pétition à signer en ligne: www.cheга.org. gebana/mb

Transgénique dedans, transgénique dehors

Un essai en plein champ de la station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART avec du blé transgénique a montré que les plantes – aussi les transgéniques – se comportent différemment en dehors des serres que dedans. Sous serre, le blé transgéniquement résistant à l'oïdium avait fourni «un rendement jusqu'à deux fois plus élevé» que les plantes non transgéniques du contrôle, peut-on lire dans un communiqué de presse du 13 juillet sur l'étude réalisée dans le cadre du projet de recherche national «Utilité et risques de la dissémination des plantes génétiquement modifiées» (PNR 59). Dehors, continue le communiqué, «les lignées [transgéniques] restent plus résistantes à la maladie fongique, mais ceci entraîne pour quelques lignées de blé de fâcheuses pertes de rendement. Par ailleurs, en plein champ, les épis de quelques lignées de blé transgéniques développent au cours de leur croissance une forme différente, qui favorise à son tour un autre champignon, l'ergot du seigle.» «Favorise» est vraiment bien gentil: l'attaque était quarante fois plus forte que dans le contrôle. Les manipulations génétiques n'ont donc encore une fois apporté ni augmentation de rendement ni amélioration de la santé des plantes, ont dû admettre les chercheurs – et alors? oh, ce n'est pas très difficile de deviner la conclusion tirée par la recherche transgénique: il faut faire davantage d'essais en plein champ! comm./mb

Photo: www.ökolandbau.de



Des agriculteurs allemands ont semés involontairement du maïs contaminé par des transgènes. La semence contaminée provient de Pioneer et de Monsanto.

Contamination insidieuse par des semences transgéniques

Les agriculteurs bavarois ont semé la variété de maïs PR 38H20 de Pioneer sur plus de 900 hectares alors que, selon des analyses de Greenpeace, les semences étaient contaminées par des transgènes de la variété Event NK 603. Se pose maintenant la question de savoir qui va assumer les dommages qui se chiffrent par millions.

La législation allemande est très claire. Cette variété de maïs transgénique n'est pas autorisée dans l'UE et les cultures doivent être détruites par les agriculteurs concernés.

On sait depuis lors que Pioneer, la société qui a mis ces semences contaminées sur le marché, refuse catégoriquement de dédommager les agriculteurs concernés. Pioneer se réfère à des résultats d'analyse différents et au fait que c'est Monsanto qui a produit les semences. Pioneer exige donc que les autorités dédommagent les agriculteurs lésés sur le dos du contribuable. Une idée qui, selon Sepp Brunnbauer, le directeur de l'association d'agriculture biologique Biokreis, est typique des pratiques de l'ingénierie génétique: «Ils procèdent ici selon une vieille technique qui a plus que fait ses preuves: privatiser les bénéfices et nationaliser les dommages et les coûts sociaux secondaires en les reportant sur la collectivité.»

Si aucun accord ne peut être trouvé, il se pourrait dans le pire des cas que le maïs transgénique reste en place et continue sa croissance illégale sur les terres bavaroises. Les grands groupes de l'ingénierie génétique se seront alors de nouveau rapprochés un peu plus près de leur but, introduire les cultures transgéniques en Allemagne.

Elisabeth Schütze/psH

Une nouvelle directrice pour IMO

L'Institut für Marktökologie (IMO) est placé en Suisse sous une nouvelle direction: Elisabeth Rüegg prend la succession du Dr Rainer Bächli, décédé cet été des suites d'un accident de voiture.

Elisabeth Rüegg, qui avait créé l'institut IMO en 1990 avec Rainer Bächli, a été son adjointe dès le début, ce qui lui a permis de participer à tous les développements importants. En plus de l'activité internationale de contrôle, elle a développé activement les bureaux nationaux en Allemagne et en Turquie. Ces dernières années, elle s'était concentrée de plus en plus sur la recherche et le développement, coordonnant différents projet internationaux auxquels IMO participait en tant qu'organisation partenaire. comm.

Bientôt des noix grisonnes dans la tourte aux noix des Grisons?

Photo: alpinavera



Des machines spéciales permettent de simplifier considérablement la récolte des noix.

Dans les Grisons, de grandes quantités de cerneaux de noix entrent dans la composition de spécialités comme la tourte aux noix des Grisons, le pain aux poires, des confiseries et des pains spéciaux. La proportion de noix suisses est infime bien que de nombreuses régions des Grisons comme la vallée du Rhin, le Domleschg, le Misox, le Bergell et le Val Poschiavo possèdent de bonnes conditions pour la culture du noyer.

Une étude mandatée par l'organisation de commercialisation régionale Alpinavera montre que la culture du noyer aurait aux Grisons un bon potentiel de production et d'écoulement. Différents systèmes de culture entrent en ligne de compte selon les exploitations et les sites: haute-tige, allées, vergers intensifs. Les transformateurs sont très sensibles au prix et à la qualité, donc les cerneaux de noix suisses n'ont une chance que s'ils peuvent répondre à leurs attentes de qualité.

Les calculs économiques effectués au niveau de l'agriculture et de la transformation des noix montrent qu'une production rentable est possible. Les calculs incluaient aussi une variante bio en pré-verger haute tige peu intensif. En comptant tous les rendements et contributions, cette culture livrerait un revenu

du travail de plus de 30 francs avec un prix agricole de 6 Fr./kg. La réussite de la culture dépend du professionnalisme de la conduite de la culture et de la rationalisation de la récolte.

La culture du noyer est une production de niche qui a un bon potentiel de développement. Vu que la culture du noyer demande de la patience jusqu'à ce que les arbres entrent en production, il faut clarifier soigneusement ses conditions financières et savoir penser et négocier à l'avance.

■ Pour en savoir plus: Boris Bachofen, Rétropomme, Association pour la sauvegarde du patrimoine fruitier de Suisse romande, Case postale 750, 2002 Neuchâtel, www.retropomme.ch, et www.alpinavera.ch comm./psh/mp

PETITES ANNONCES

Demandes

La coopérative pour l'agriculture biologique Agrico cherche pour compléter son équipe **une-e maraîcher-ère ou agriculteur-trice**.

Nous cultivons un domaine de taille moyenne dans l'agglomération bâloise. Vente directe de légumes sur abonnement et sur plusieurs marchés hebdomadaires. Vous avez terminé votre formation professionnelle et avez un permis de voiture. Vous aimez travailler avec les gens et les plantes. Contact: Agrico, Eva von Allmen, Birsmattehof, CH-4106 Therwil, courriel eva.vonallmen@birsmattehof.ch, www.birsmattehof.ch

Cherche **génisses et vaches** à engraisser, tél. 062 299 04 36

Diversité bio cherche **fournisseurs bio**. Trouvez vos acheteurs, partenaires et fournisseurs sur www.bio-vielfalt.com

Offres

À vendre **foin bio** en balles ou autre conditionnement, tél. 032 935 12 91

À vendre **bêcheuse** Bärtschi 3 m avec rouleau émotteur, tél. 078 647 57 76

À vendre **herse étrille** 6 m hydraulique Haruwy, Fr. 4000.-; **chisèle** 3 m avec socs à ailettes Rabe, Fr. 4000.-; tél. 052 720 38 75

Vous voulez un **site internet** pour votre ferme? Je vous le fais! Demandez-moi une offre: courriel info@hofseiten.ch, tél. 055 240 85 33, www.hofseiten.ch

Le mouvement renforce la croissance des os

Des études faites par l'Agroscope Liebefeld-Posieux (ALP) ont montré que les porcs en pleine croissance qui ont la possibilité de bouger beaucoup fixent davantage de calcium et de phosphore dans leur squelette, ce qui est surtout important pour la santé des animaux reproducteurs. Le calcium et le phosphore fixés dans les os leur confèrent leur résistance à la cassure. L'ALP a étudié sur des porcs en croissance l'influence sur les os de l'absorption de différentes quantités de calcium et de phosphore ainsi que celle des boxes offrant plus ou moins de possibilités de mouvement.

Pour une alimentation minérale identique, les porcs d'engraissement qui avaient le plus de possibilité de se mouvoir étaient ceux qui avaient les os les mieux minéralisés, les plus lourds et les plus solides. Une étude effectuée à l'étranger a montré que le même phénomène se manifeste sur les truies reproductrices. Ces résultats confirment donc la règle bien connue que les organes et les tissus deviennent plus forts quand ils sont soumis à une charge plus forte. L'influence de la charge mécanique sur le squelette est aussi connue pour l'homme: les sportifs ont des os plus solides, tandis que la minéralisation des os diminue rapidement en cas d'alitement ou de séjour en apesanteur.

L'activité corporelle influence en particulier positivement la santé et les performances des femelles reproductrices: d'un côté les truies en bonne forme ont moins souvent des problèmes lors de la mise-bas, et de l'autre la mobilisation du calcium et du phosphore du squelette pour la sécrétion du lait diminue moins fortement la solidité des os et donc le risque de fractures osseuses si les os contiennent beaucoup de calcium et de phosphore au début de l'allaitement. Andreas Gutzwiller, ALP



Les questions critiques d'un paysan bio ...

» Les quelque 6000 paysans et paysannes bio ont le droit d'avoir une information ouverte quand il s'agit de choses aussi importantes que la Direction. Monsieur Flückiger a quitté Bio Suisse à peine quelques mois après avoir été choisi, soi-disant à cause de divergences de vues concernant les orientations stratégiques. Vu que nous sommes tous membres de Bio Suisse et que nous payons des cotisations, j'ai les questions suivantes:

1. Quelles sont les orientations stratégiques qui ont été discutées et qui ont provoqué le départ du directeur Flückiger?
2. Combien de salaire ou d'indemnité de départ Monsieur Flückiger a-t-il reçu après son départ?
3. Combien la Coop paie-t-elle au total à Bio Suisse et au FiBL?
4. D'autres grands distributeurs ont-ils été approchés pour des contributions?
5. Ne serait-il pas plus intelligent de faire tester le futur nouveau directeur par quelques paysans bio au lieu de recourir à un centre d'évaluation?

Je vous prie de répondre à ces questions d'intérêt général dans le prochain bio actualités. Les orientations stratégiques ne sont jamais coulées dans du béton, et il est intéressant pour la base de discuter des différentes variantes, et tous en ont le droit. Les cachoteries d'initiés ne nous mèneront en effet pas bien loin.

Lorenz Kunz, Diemtigen BE

... et la réponse de Bio Suisse

» Points 1 et 2: Stefan Flückiger et Bio Suisse se sont séparés d'un commun accord pour cause, selon le communiqué de presse incriminé, de divergences de vues concernant les orientations stratégiques et leur application. Les deux parties ont par ailleurs convenu de ne rien dire d'autre. Bio Suisse étant liée par cette convention, elle ne peut donner aucun autre renseignement sur le départ de Stefan Flückiger.

Point 5. Ce sont des paysans et paysannes bio qui sélectionnent le nouveau directeur: ce sont des membres du Comité qui mènent les entretiens d'embauche, et c'est le Comité qui choisit la personne en tenant compte du résultat d'une évaluation

externe à titre de regard extérieur complémentaire.

Points 3 et 4: La marque Bourgeon appartient aux producteurs et productrices bio de Bio Suisse. Elle garantit des produits de première qualité et a une excellente réputation. Voilà pourquoi Bio Suisse exige à bon droit des redevances et des droits de licence pour l'utilisation du Bourgeon. Cet argent permet à Bio Suisse d'assumer toutes ses tâches comme la promotion des ventes, l'assurance-qualité, le marketing, la coordination du marché, le soutien de la recherche et de la politique en faveur du Bourgeon et de ses producteurs. Bio Suisse a encaissé en 2009 6,6 millions de francs de droits de licence. La Coop est le plus gros vendeur de produits Bourgeon, mais ces droits de licence proviennent aussi de nombreux autres preneurs de licences. Je rappellerai volontiers ici, au sujet des possibilités de la base d'intervenir au sujet des orientations stratégiques, que les délégués de Bio Suisse ont adopté en 2009 le nouveau Concept directeur après avoir choisi entre plusieurs variantes issues des consultations de la base. Ce Concept directeur est un cadre stratégique important. Les délégués dictent en outre continuellement la stratégie de Bio Suisse en débattant des budgets, des comptes et des rapports annuels.

Regina Fuhrer, Présidente de Bio Suisse

Réflexions critiques sur Bio Suisse

» Les pionniers et diverses organisations se sont regroupés en 1981 pour créer l'ASOAB et le Bourgeon dans le but d'augmenter les ventes de produits biologiques suisses et de militer pour cela.

Il n'a pas fallu longtemps pour que le nom devienne Bio Suisse et le Bourgeon une marque protégée. Nouveau but de Bio Suisse: augmenter le chiffre d'affaires, produire plus. Coop s'en est mêlée et a intégré le Bourgeon dans son Naturaplan. Coop a maintenant un bel assortiment Bourgeon, mais la plus grande partie vient de l'étranger. Les logos avec le drapeau suisse aident maintenant à reconnaître les produits suisses, mais ces logos avec drapeau suisse étaient déjà sur les rayons de la Coop avant que l'Assemblée des délégués ne les autorise. Lorsque la Coop a lancé le Bœuf de Pâturage Bio il y a 10 ans, ça n'a pas marché, et aujourd'hui c'est la Migros qui

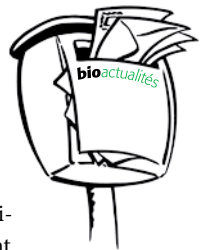
essaie. La Migros ayant trouvé trop peu de producteurs bio, elle a simplement pris aussi des producteurs PI – bien que la campagne se déroule dans le sillage du bio.

Migros avait aussi demandé à Fidelio en 2009 si elle pouvait lui fournir tous les veaux Bourgeon dont elle avait besoin, et au début 2010 elle arrête d'acheter des veaux Bourgeon! Aldi, Spar et Lidl vendent du bio fédéral et du bio Bourgeon sans le Bourgeon. Parce que les délégués de Bio Suisse ont instauré en 2009 un cartel contre les discounters, ceux-ci ne peuvent pas montrer le Bourgeon dans leurs magasins. Et la Migros fait probablement maintenant ce que Bio Suisse voulait éviter, c.-à-d. baisser les prix bio. Les produits Bourgeon ont malgré tout réalisé l'année passée un chiffre d'affaires de 1,54 milliard de francs. Et le 1,8 million d'excédent de recettes a posé des problèmes de répartition. La Confédération va probablement bientôt répartir autrement son million de soutien au bio: aux 5 % de paysans qui ont encore de la considération pour leurs vaches et leur laissent leurs cornes. (Ma proposition: 1 franc par jour et par vache = 365 francs de plus par année et par vache pour le respect des animaux.) Bio Suisse a maintenant 29 ans et lance une offensive pour avoir plus de producteurs; fin 2009 elle en avait encore 5499. C'est apparemment plus la surface cultivée et moins le produit concret qui doit maintenant être au premier plan. Les valeurs éthiques sont consciemment réprimées et le Bourgeon ne se préoccupe absolument pas de son bilan énergétique. On a par exemple autorisé le lait UHT en 2002 puis la poudre de lait en 2010 pour qu'on puisse traire plus de lait bien qu'une grande partie du lait et de la viande Bourgeon finissent sur le marché conventionnel. Ou encore, les prix bio ont baissé à cause de scandaleuses retenues. C'en était apparemment trop pour les 821 paysans qui ont quitté Bio Suisse depuis 2004. En 2009, 46 rien que pour le canton de Berne.

Combien de temps le nom de Bio Suisse subsistera-t-il s'il y a toujours moins de paysans Bourgeon suisses – ceux-là même que Bio Suisse laisse se débattre seuls dans les tourbillons du marché!

Armin Capaul, Perrefitte BE

Ce texte est celui d'un discours prononcé le 4 juin par Armin Capaul en tant que président du conseil d'administration lors de l'Assemblée générale de Fidelio Biofreiland AG.





Nouveau moulin – nouvelles possibilités

Rabais d'ouverture Fr. 5.–/100 kg
Aliments UFA vaches laitières

- Qualité et sécurité maximales
- Compétence en production animale
- Assortiment élargi
- Logistique efficace avec les LANDI

Rabais valable jusqu'au 25 septembre 2010

Service technique UFA

Puidoux
058 434 09 00

Zollikofen
058 434 10 00

Dans votre
LANDI
ufa.ch

ACTION

hosberg AG

Bio Eierhandel

8630 Rütli ZH, Tél. 055 251 00 20

**Le leader
du commerce
des œufs bio!**



Visitez notre site internet: vous y
trouverez des informations acutelles
pour les clients et les fournisseurs!

www.hosberg.ch

KAG freiland
das tierfreundliche Bio-Lab



LINUS SILVESTRI AG

Commerce de bétail
9450 Lüchingen/SG
Tél. 071 757 11 00 Fax 071 757 11 01
Email: kundendienst@lsag.ch
Site Internet: www.bioweidebeef.ch

Commercialisation et conseil:

Linus Silvestri, Lüchingen natel 079 222 18 33
Franz Steiner, Einsiedeln natel 079 423 14 62

Votre chance – nous cherchons de nouveaux producteurs de Bœuf de pâturage BIO®

Nous cherchons:

Nouveaux producteurs de Bœuf de pâturage BIO®

- Partenaires pour achat de remotes et engraissement
- Partenaires avec vaches mères et engraissement

Éleveurs de vaches mères bio pour la production d'Aubrac

Éleveurs de vaches mères bio pour la production de remotes
d'engraissement

Vos avantages:

Possibilités d'écoulement intéressantes et durables dans les
programmes Bœuf de pâturage BIO® et Aubrac Bio.

Nous commercialisons:

Reproducteurs Aubrac, génisses F-1 pour vaches mères,
remotes d'engraissement bio, veaux d'étable bio, petits veaux
bio, porcs bio, truies bio, porcelets bio, vaches de réforme bio

Téléphonez-nous, nous vous conseillerons volontiers!

